

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA 2008

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

**COMITE DE LA BALANCE DES
PAIEMENTS**

SECRETARIAT DU COMITE

Direction Nationale de la BCEAO pour le Burkina

01 BP 356 – OUAGADOUGOU 01

Téléphone : (226) 50-31-08-00 ; 50-30-60-15/16/18

Télécopie : (226) 50-31-01-22

BALANCE DES PAIEMENTS

et

**POSITION EXTERIEURE
GLOBALE**

ANNEE 2008

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGES</u>
<u>INTRODUCTION</u>	3
<u>I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER</u>	3
<u>I.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</u>	3
<u>I.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE DANS L'UEMOA</u>	5
<u>I.3 - EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA EN 2008</u>	6
<u>II - PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS</u>	9
<u>II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES</u>	9
<u>II.1.1 - Evolution de la balance commerciale</u>	10
<u>II.1.2 - Balance des services</u>	16
II.1.2.1 - Transports	17
II.1.2.2 - Voyages	17
II.1.2.3 - Autres services	18
<u>II.1.3 - Balance des revenus</u>	18
<u>II.1.4 - Balance des transferts courants</u>	19
II.1.4.1 - Transferts courants privés	19
II.1.4.2 - Transferts courants publics	20
<u>II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</u>	20
<u>II.2.1 - Compte de capital</u>	20
<u>II.2.2 - Compte des opérations financières</u>	21
II.2.2.1 - Investissements directs	21
II.2.2.2 - Investissements de portefeuille	21
II.2.2.3 - Autres investissements	22
<u>II.2.3 - Evolution des capitaux monétaires</u>	22
II.2.3.1 - Situation de la Banque Centrale	22
II.2.3.2 - Situation des banques	24
II.2.3.3 - Avoirs extérieurs nets des institutions monétaires	24
<u>III - POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)</u>	25
<u>III.1 - Les avoirs</u>	26
III.1.1 - Les investissements directs à l'étranger	26
III.1.2 - Les investissements de portefeuille	26
III.1.3 - Les autres investissements	26
III.1.4 - Les avoirs de réserve	26
<u>III.2 - Les engagements</u>	26
III.2.1 - Investissements directs dans l'économie	26
III.2.2 - Investissements de portefeuille	26
III.2.3 - Autres investissements	26

IV - <u>ANNEXES STATISTIQUES</u>	28
Annexe 1 – <u>Tableaux de concordance statistique</u>	28
Annexe 2 – <u>Balance des paiements, Optique BCEAO</u>	29
Annexe 3 – <u>Balance des paiements, Présentation standard</u>	31
Annexe 4 – <u>Position Extérieure Globale</u>	38

INTRODUCTION

La balance des paiements, outil reconnu d'intérêt mondial et instrument précieux d'aide à la décision, est un état statistique présenté sous forme comptable qui récapitule, selon le cadre normalisé de la 5^{ème} édition du manuel du Fonds Monétaire International (FMI), l'ensemble des transactions financières et non financières entre les résidents et les non-résidents d'un pays au cours d'une période déterminée, généralement l'année civile.

Après un aperçu sur l'environnement international, sous-régional et national, le présent document retrace, sous forme synthétique, l'ensemble des transactions financières et économiques effectuées entre le Burkina Faso et le reste du monde au cours de l'année 2008.

I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

I.1 – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Après quatre années de croissance au rythme moyen de 4,9%, l'activité économique mondiale a connu un fort ralentissement en 2008. Les tensions persistantes sur les marchés des matières premières au cours des trois premiers trimestres, suivies au dernier trimestre de l'aggravation de la crise financière internationale, ont entraîné une contraction du crédit, un repli de la demande et l'entrée en récession de la plupart des pays industrialisés. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance économique mondiale ressortirait en termes réels à 3,1% en 2008, après une réalisation de 5,1% en 2007.

Au sein des **pays industrialisés**, la décélération du rythme de croissance durant l'année 2008 est imputable à la baisse de la demande, les ménages et les entreprises ayant significativement différé leurs dépenses.

Aux **Etats-Unis d'Amérique**, le Produit Intérieur Brut (PIB) a progressé de 1,1% en 2008, après avoir atteint 2,0% un an plus tôt. Au **Japon**, l'activité économique, qui avait crû de 2,3% en 2007, s'est contractée de 0,7% en 2008. Cette contre-performance, la plus importante des pays industrialisés, reflète la morosité de l'activité dans le secteur industriel, notamment les entreprises tournées vers l'exportation, et le repli de la demande intérieure, à la suite de la baisse des revenus. Au **Royaume-Uni**, la croissance économique s'est établie à 0,7% en 2008 contre 2,6% en 2007. Le ralentissement du rythme de la croissance économique a été fortement impacté par la crise du secteur immobilier. Il porte également l'empreinte du repli de la valeur ajoutée des services, notamment financiers, en liaison avec les pertes historiques consécutives à la crise des banques.

Au niveau de la **Zone euro**, le produit intérieur brut a augmenté de 0,8% en 2008 contre 2,7% en 2007. Cette progression est essentiellement liée aux mesures vigoureuses de soutien public mises en œuvre en vue de compenser la faible consommation au sein des pays membres, à la suite de l'avènement de la crise financière internationale.

Dans les **pays émergents et en développement**, l'activité économique a enregistré un ralentissement en 2008, en liaison principalement avec la chute des exportations, ainsi que le reflux des cours des matières premières. Le repli du rythme de la croissance est également imputable à la décreue des investissements directs étrangers, ainsi qu'au durcissement des conditions de financement extérieur. Le taux de croissance du produit intérieur brut ressortirait à 6,0% en 2008, en retrait de 2,3 points de pourcentage, comparé aux réalisations de l'année 2007.

L'expansion économique des pays en développement d'**Asie** est ressortie à 7,6% en 2008, après 10,6% en 2007. En **Chine** et en **Inde**, la croissance s'est ralentie. En effet, le produit intérieur brut y a crû en termes réels, respectivement de 9,0% et 7,3% en 2008 contre 13,0% et 9,4% en 2007.

En **Amérique latine**, le rythme de progression de l'économie en termes réels a été de 4,2% en 2008, après une réalisation de 5,7% en 2007. La mise en place d'un cadre macroéconomique incitatif a dopé l'afflux des investissements étrangers et stimulé les exportations.

En **Afrique**, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, est ressorti à 5,2% en 2008 contre 6,2% en 2007. Le continent a subi les contrecoups de sa dépendance vis-à-vis des exportations de produits de base, dont les cours ont fléchi durant le dernier trimestre de l'année 2008.

Dans ce contexte d'atonie de la croissance mondiale, **l'inflation** est restée globalement modérée dans les pays industrialisés au cours de l'année 2008, en liaison avec la décrue sensible des prix des matières premières. Au sein des Etats de l'OCDE, la hausse des prix à la consommation, en glissement annuel, est ressortie à 1,5% en décembre 2008 contre 4,7% en août 2008. Dans les pays émergents, la baisse de l'inflation a été moins soutenue, du fait de la vigueur de la demande intérieure.

En matière de **politique monétaire**, l'orientation des taux directeurs des banques centrales a été contrastée en 2008. Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale (Fed) a, au cours de la période sous revue, procédé à plusieurs reprises, à la baisse de ses taux, afin de soutenir l'activité économique. Son principal taux directeur a été réduit de 400 points de base, portant ainsi le taux objectif des fonds fédéraux à 0,25%. Au niveau des autres pays industrialisés notamment européens, le loyer de l'argent a connu une augmentation durant les premiers mois de l'année, en réponse à la persistance des tensions inflationnistes. Toutefois, l'aggravation de la crise financière à partir du troisième trimestre a conduit les banques centrales desdits pays à assouplir les conditions de refinancement. Cela s'est traduit par un mouvement généralisé de baisse des taux directeurs et d'injections massives de liquidités destinées à soutenir le secteur bancaire qui a enregistré une forte contraction de liquidités.

Ainsi, la Banque Centrale Européenne a décidé au cours du mois d'octobre 2008 d'effectuer ses opérations principales de refinancement hebdomadaires par le biais d'une procédure d'appel d'offres à taux fixe, afin de couvrir la totalité des besoins en ressources exprimées par les banques. Ce taux fixe qui s'élevait à 3,75% depuis le 15 octobre 2008 est passé à 2,5% en décembre 2008, alors que le taux minimum de soumission aux appels d'offres à taux variables était de 4,25% à la suite de son relèvement de 25 points de base en juillet 2008.

Sur les **marchés financiers**, l'année 2008 aura été l'une des plus difficiles pour les places financières mondiales, en liaison avec une série de facteurs défavorables portant notamment sur la gouvernance des banques européennes, la crise des subprimes et la mauvaise orientation de l'économie mondiale. Aux Etats-Unis, dix (10) des plus grandes cotations, notamment Bear Stearns, Freddie Mac, Fannie Mae et l'assureur American International Group (AIG) ont enregistré des difficultés qui ont nécessité des plans de sauvetage publics. Ainsi, l'indice Dow Jones s'est contracté de 33,8%, pour clôturer l'année 2008 à 8.776,4 points. L'indice Nasdaq a évolué dans le même sens, ressortant en baisse de 40,5% à 1.577,0 points. En Europe, l'indice EUROSTOXX 50 des cinquante plus grandes valeurs de la Zone Euro a reculé de 44,3%, pour s'établir à 3.038,2 points à la fin de l'année sous revue. Le DAX à Francfort et le CAC 40 à Paris ont enregistré des reculs de 40,4% et 42,7% respectivement, pour ressortir à 4.810,2 points et 3.217,97 points. Au Royaume-Uni, l'indice Footsie a baissé de 31,3% sur l'année 2008, pour se situer à 4.434,2 points en fin de période. L'indice japonais Nikkei a clôturé l'année à 8.859,6 points, en baisse de 42,1%, soit la plus importante depuis plus de 50 ans.

Sur le **marché des changes**, la crise financière a accentué les craintes de récession aux Etats-Unis et ravivé les anticipations d'une baisse plus prononcée des rendements des actifs en dollar. Cette situation a été accentuée par les contre-performances des grandes firmes américaines confrontées à une crise de liquidités. Dans ce contexte, la monnaie unique européenne, moins frappée par la défiance des marchés, s'est appréciée de 7,3% par rapport au dollar, pour s'établir en moyenne à 1,4708 dollar durant l'année sous revue. L'euro est ressorti en 2008 à 152,45 yens et à 0,7963 livre sterling, en moyenne annuelle, contre respectivement 161,25 yens et 0,6843 livre l'année précédente.

Quant au Franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, il a connu, par rapport aux principales monnaies, une évolution identique à celle de la monnaie commune européenne.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des principales devises par rapport au FCFA au cours des années 2007 et 2008.

Tableau n°1 : Evolution des taux de change moyens trimestriels
(en FCFA par unité monétaire)

MONNAIES		PERIODES			
		1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
		ANNEE 2007			
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	750,9006	737,7977	732,1942	712,0840
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	500,5013	486,5789	477,4763	452,8213
Franc suisse	(1 CHF)	405,8638	398,0805	398,2013	395,2501
Livre sterling	(1 GBP)	978,1352	966,3480	964,6285	926,7285
Yen japonais	(1 JPY)	4,1933	4,0270	4,0516	4,0039
		ANNEE 2008			
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	700,6243	683,0282	694,0817	750,0133
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	438,0055	419,8931	435,8518	497,6912
Franc suisse	(1 CHF)	409,6147	407,0727	407,0475	430,1639
Livre sterling	(1 GBP)	866,5447	827,3302	825,0616	781,7667
Yen japonais	(1 JPY)	4,1569	4,0157	4,0534	5,1768

Source : BCEAO.

I.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

Le **Produit Intérieur Brut** de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a enregistré en 2008 une croissance de 3,8%, en termes réels, contre 3,1%, un an plus tôt. Ce léger raffermissement de la croissance est imputable à la bonne tenue de l'agriculture vivrière dans la quasi-totalité des pays de la Zone, particulièrement dans les pays sahéliens. Il est également porté par le dynamisme de l'activité des services, notamment les télécommunications, ainsi que les Bâtiments et Travaux Publics (BTP), en rapport avec l'exécution de projets d'infrastructures de base. En revanche, la croissance a été moins soutenue au niveau du secteur secondaire, en liaison avec la baisse de la production de pétrole en Côte d'Ivoire, du fait de la lenteur dans le processus de désensablement des puits, et le repli de l'extraction d'or au Mali consécutif au vieillissement des gisements.

L'inflation s'est fortement accélérée en 2008 dans l'ensemble de tous les pays de l'UEMOA, pour atteindre un niveau inégalé depuis 1995. En effet, elle est ressortie en moyenne à 7,4% en 2008 contre 2,4% en 2007. A l'exception des augmentations des prix de 31,3% en 1994 et 12,0% en 1995, consécutives à la modification de la parité du franc CFA, le 12 janvier 1994, la moyenne des taux d'inflation sur la période 1996-2007 s'est située à 2,5%. La dynamique infra-annuelle de l'inflation fait ressortir deux phases dans l'évolution des prix, en glissement annuel, en 2008. La première période, marquée par une accélération de l'inflation, se situe entre janvier 2008 et août 2008. Le taux d'inflation en glissement annuel dans l'Union a progressé de 2,9% en décembre 2007, pour atteindre un pic de 10,8% en août 2008. Cette accélération de l'inflation a été impulsée par la flambée des prix des produits alimentaires, notamment des céréales locales et des produits alimentaires importés, ainsi que par les fortes tensions sur les cours du pétrole brut. La seconde période de l'année, allant de septembre 2008 à décembre 2008, a été caractérisée par une décélération de l'inflation qui est ressortie à 8,5% en décembre 2008. La détente des prix est liée à l'augmentation de la production agricole de la campagne 2008/2009, conjuguée au retournement de la tendance haussière des prix des denrées alimentaires et des cours du pétrole brut, dans un contexte marqué par l'aggravation de la crise financière internationale et les risques de récession dans la plupart des pays industrialisés.

Dans ce contexte marqué par la persistance des tensions inflationnistes, la conduite de la politique monétaire, tout en restant prudente, s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité pour conforter la stabilité monétaire et contribuer au financement

non inflationniste de la croissance. Ainsi, l'Institut d'émission a décidé, à compter du 16 août 2008, d'un relèvement d'un demi ($\frac{1}{2}$) point de pourcentage de son principal taux d'intervention, en l'occurrence le taux de pension, pour le porter de 4,25% à 4,75%. Le taux d'escompte est passé, à cette date, de 4,75% à 6,75%.

La Banque Centrale a poursuivi, tout au long de l'année, ses injections de liquidité, en vue d'améliorer le fonctionnement du marché monétaire, d'assurer un pilotage du taux du marché interbancaire à l'intérieur du corridor situé entre le taux marginal des appels d'offres d'injection de liquidité et le taux de pension. Ces décisions de politique monétaire ont permis de créer les conditions d'un recyclage optimal des ressources sur le marché des capitaux de l'Union. Par ailleurs, il a été institué à compter, du 16 août 2008, des maturités d'un (01) et de trois (03) mois en sus de celle d'une semaine, ainsi qu'un taux minimum de souscription, fixé à cent (100) points de base en dessous du taux de pension.

Les coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques de l'Union, fixés depuis le 16 juin 2005, ont été maintenus inchangés à 15,0% au Bénin, 9,0% au Mali, Niger et Sénégal, 7,0% au Burkina Faso, 5,0% en Côte d'Ivoire et 3,0% en Guinée Bissau et au Togo.

Au total, la prudence observée dans la gestion de la politique monétaire dans l'Union en 2008 a contribué à la consolidation de 91,4 milliards de FCFA de la position extérieure nette des institutions monétaires ressortie à 4.757,2 milliards de FCFA contre 4.665,8 milliards de FCFA un an plus tôt.

Le crédit intérieur a enregistré une progression de 13,9% (+746,1 milliards de FCFA) pour se situer à 6.132,1 milliards de FCFA contre 5.385,9 milliards de FCFA au 31 décembre 2007 imputable à la progression de 722,6 milliards de FCFA (+14,7%) des concours au secteur privé, dont l'effet a été renforcé par une hausse de 23,5 milliards de FCFA (+4,9%) des crédits nets à l'Etat. A fin décembre 2008, les crédits à l'économie et la Position Nette du Gouvernement se sont élevés respectivement à 5.627,0 milliards de FCFA et 505,1 milliards de FCFA. Résultant de l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est inscrite en hausse de 815,7 milliards de FCFA (+9,6%) pour s'établir à 9.327,2 milliards de FCFA à cette date, contre +1.340,7 milliards de FCFA (+18,7%) une année plus tôt.

I.3 - EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA FASO EN 2008

L'activité économique, au cours de l'année 2008, a été marquée par une bonne campagne agricole et une forte hausse des prix des produits alimentaires et du baril de pétrole brut, même si un léger repli des cours mondiaux du pétrole a été observé au début du troisième trimestre 2008. Ainsi, le PIB réel s'est établi à 2.918,4 milliards de FCFA en 2008, contre 2.774,2 milliards de FCFA en 2007, soit une hausse de 5,2%. En terme nominal, il s'est situé à 3.599,8 milliards de FCFA, en progression de 11,2% par rapport à 2007, où il était ressorti à 3.238,3 milliards de FCFA. Cette croissance de l'activité est imputable à tous les secteurs économiques.

Au niveau du secteur primaire, la production agricole de la campagne 2008/2009 a fortement augmenté par rapport à son niveau de celle de 2007/2008, en raison d'une part, d'une bonne répartition spatio-temporelle des pluies, et d'autre part, des mesures prises par le Gouvernement pour faire face à la crise alimentaire et accroître substantiellement la production céréalière. Ainsi, la production céréalière est ressortie à 4.358.518 tonnes, contre 3.088.811 tonnes pour l'année précédente, soit une hausse de 41,1% après un recul de 16,1% au cours de l'année 2007. S'agissant du coton graine, la production s'est élevée à 447.100 tonnes pour la campagne 2008/2009, contre 355.672 tonnes en 2007/2008, soit une hausse de 25,7%, après une baisse de 45,3% enregistrée lors de la campagne précédente.

En ce qui concerne le sous-secteur de l'Elevage et de la Pêche, à la faveur de la régularité des pluies dans la majeure partie du pays et de la poursuite des actions de promotion des entreprises d'élevage, une progression notable des effectifs du cheptel et des quantités produites en ressources halieutiques a été enregistrée en 2008. Les productions de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche, se sont accrues respectivement de 2,8%, 5,1% et 4,9% en 2008 par rapport à 2007.

Quant au secteur secondaire, sa valeur ajoutée s'est inscrite en hausse, en liaison notamment avec le dynamisme de l'activité minière (5,6 tonnes produites en 2008) et les grands chantiers des BTP. De ce fait, la valeur ajoutée s'est accrue de 2,9% en 2008 contre une hausse de 8,1% en 2007.

Sous l'effet induit de l'expansion des activités dans les secteurs primaire et secondaire et des retombées de l'organisation de plusieurs manifestations induisant une forte demande des services de

communication et d'hôtellerie, telles que le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO) et la foire de la CEDEAO, la valeur ajoutée réelle du secteur tertiaire s'est accrue de 3,0% en 2008.

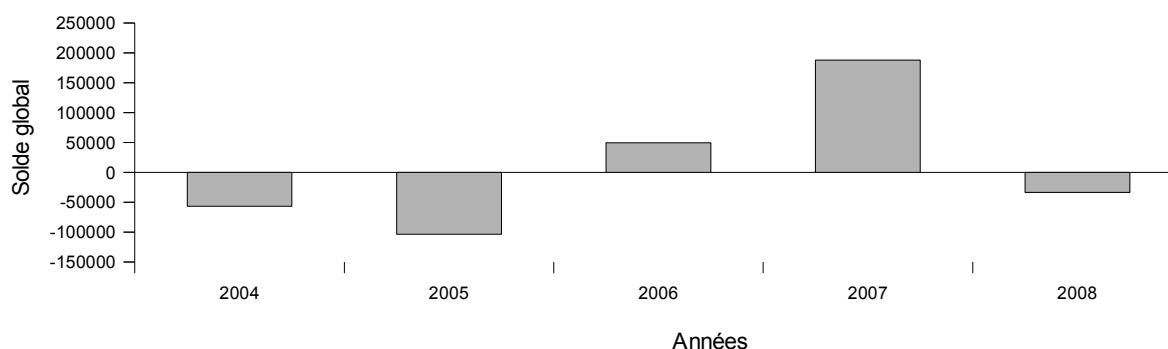
S'agissant de l'inflation, l'année 2008 a été marquée par une flambée des prix des produits de grande consommation issue des crises alimentaire et énergétique au niveau mondial et des mauvais résultats de la campagne agricole 2007/2008. Il en a résulté une inflation en moyenne annuelle de **10,7%** en 2008, contre une baisse du niveau général des prix à la consommation de 0,3% en 2007. En effet, au cours de l'année 2008, la forte progression du cours du baril de pétrole brut sur les huit (08) premiers mois de l'année et la hausse des prix des produits alimentaires importés ont provoqué une forte pression sur les prix intérieurs. En outre, l'insuffisance de l'offre des céréales locales au cours de la même période, en relation avec les mauvais résultats de la campagne agricole 2007/2008 a constitué un facteur aggravant des pressions inflationnistes enregistrées au cours de l'année 2008.

Dans le domaine des **finances publiques**, le budget de l'Etat, exercice 2008, a été exécuté dans un contexte mondial caractérisé par la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers, la flambée généralisée des prix ainsi que par la crise financière internationale. Afin de réduire les effets de cette crise sur les couches les plus vulnérables de la population, le Gouvernement a décidé de suspendre, pour une durée de sept (07) mois, la perception du droit de douane et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les produits de grande consommation importés. Cette mesure s'est traduite par un manque à gagner de recettes fiscales estimé à 5,4 milliards de FCFA pour l'année 2008. A fin décembre 2008, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par des déficits base engagement de 161,1 milliards de FCFA et base caisse de 145,3 milliards de FCFA, en amélioration par rapport à leur niveau à la même date de l'année précédente où ils se sont établis respectivement à 184,3 milliards de FCFA et 167,1 milliards de FCFA. Pour le financement de ses opérations, l'Etat a bénéficié de concours de ses partenaires extérieurs pour un montant de 115,2 milliards de FCFA et a également eu recours à ses ressources en comptes dans les livres de la Banque Centrale pour un montant de 47,3 milliards de FCFA. L'ensemble de ces ressources lui ont permis de faire face au déficit susmentionné et de se désengager partiellement vis-à-vis de ses créanciers extérieurs et intérieurs, notamment les institutions bancaires. Le solde budgétaire de base est ressorti déficitaire de 4,6% du PIB contre -5,8% du PIB en 2007.

A la suite des chocs exogènes évoqués plus haut, les entreprises du secteur de l'énergie, du transport et du commerce de céréales, pour faire face à leurs difficultés de trésorerie, ont sollicité davantage les concours bancaires à court terme, contribuant à accroître les crédits intérieurs au cours de l'année. Par ailleurs, les évolutions des prix mondiaux combinées à la déprime des cours du coton, le principal produit d'exportation du Burkina Faso, ont dégradé le solde du compte courant de la balance des paiements en 2008. Traduits sur la **situation monétaire**, les impacts de ces chocs exogènes ont entraîné une baisse des avoirs extérieurs nets de 8,6% et une hausse du crédit intérieur de 35,5% d'une année à l'autre. Les avoirs extérieurs nets ont atteint 374,2 milliards de FCFA à fin décembre 2008 contre 409,3 milliards de FCFA à fin décembre 2007, soit une contraction de 35,1 milliards de FCFA, imputable uniquement à la Banque Centrale. Le crédit intérieur s'est accru de 151,7 milliards de FCFA, pour ressortir à 604,7 milliards de FCFA à fin décembre 2008 contre 453,0 milliards de FCFA à fin décembre 2007. Cette évolution est imputable à l'accroissement des crédits à l'économie de 113,9 milliards de FCFA, accentuée par la dégradation de la PNG de 37,8 milliards de FCFA. Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 98,5 milliards de FCFA à fin décembre 2008, en se situant à 911,9 milliards de FCFA contre 813,2 milliards de FCFA à fin décembre 2007. Cette évolution est portée par une hausse des dépôts en banques de 88,0 milliards de FCFA (+14,4%) accentuée par une accélération de la circulation fiduciaire de 10,5 milliards de FCFA (+5,2%).

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Burkina Faso ont dégagé en 2008, un solde déficitaire de 33,4 milliards de FCFA contre un excédent de 188,1 milliards de FCFA en 2007.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements au cours des cinq dernières années fait apparaître les évolutions ci-après :

Graphique n°1 : Evolution du solde global de la Balance des Paiements de 2004 à 2008**Tableau n°2 : Présentation résumée de la balance des paiements entre 2004 et 2008***(en millions de FCFA)*

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Balance des biens	-244 710	-293 427	-254 452	-286 584	-401 362
. marchandises générales	-246 710	-294 551	-259 583	-299 087	-467 251
. autres biens	+2 000	+1 124	+5 131	+12 503	+65 889
Balance des services dont :	-120 656	-154 089	-167 033	-173 945	-211 572
. fret et assurances	-93 371	-115 628	-127 402	-132 636	-161 561
. voyages	+678	+509	-1 142	-881	-156
Balance des revenus dont :	-16 222	-10 851	-1 208	-1 124	-1 640
. intérêts sur dette publique	-12 631	-11 755	-12 270	-6 695	-8 362
Balance des biens, services et revenus	-381 588	-458 367	-422 693	-461 653	-614 574
Transferts courants sans contrepartie	+101 050	+123 814	+133 382	+193 266	+183 278
A) Balance des transactions courantes	-280 538	-334 553	-289 311	-268 387	-431 296
B) Compte de capital et d'opéra. financières (Financement exceptionnel*)	+222 030 (+25 219)	+232 515 (+24 109)	+337 446 (+23 660)	+457 923	+396 381
Erreurs et omissions	+1 518	-1 671	+1 416	-1 455	+1 503
Solde global	-56 990	-103 709	+49 551	+188 081	-33 412
C) Avoirs et engagements extérieurs	+56 990	+103 709	-49 551	-188 081	+33 412
. autorités monétaires	+61 326	+68 252	-37 837	-134 194	+39 254
. banques	-4 336	+35 457	-11 714	-53 887	-5 842

Source : BCEAO

(*) Pour mémoire allègement initiative PPTE. En 2006, initiative PPTE et IADM.

II – PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'évolution de la balance des paiements, élaborée conformément à la méthodologie de la 5^{ème} édition du manuel du FMI, résumée dans le tableau ci-après, indique un compte courant déficitaire dont les effets sont atténués par un compte de capital et d'opérations financières excédentaire. Contrairement à l'année 2007, le solde global ressort déficitaire en 2008.

Tableau n°3 : Présentation détaillée de la Balance des Paiements en 2007 et 2008
(en millions de FCFA)

Rubriques	2007			2008		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Biens	298 560	585 144	-286 584	310 352	711 714	-401 362
. Marchandises générales	282 404	581 491	-299 087	239 307	706 558	-467 251
. Autres biens	16 156	3 653	+12 503	71 045	5 156	+65 889
Services	43 804	217 749	-173 945	59 215	270 787	-211 572
. Transports	2 333	123 256	-120 923	9418	149 040	-139 622
dont fret	32	103 067	-103 035	220	125 727	-125 507
. Voyages	26 870	27 751	-881	27 915	28 071	-156
. Services fournis ou reçus par adm.	3 615	5 991	-2 376	5 073	7 330	-2 257
. Autres services	10 986	60 751	-49 765	16 809	86 346	-69 537
dont assurances	226	31 964	-31 738	202	41 383	-41 181
Revenus	30 373	31 497	-1 124	38 196	39 836	-1 640
. Revenus des salariés	3 804	7 562	-3 758	6 422	7 002	-580
. Revenus des investissements	26 569	23 935	2 634	31 774	32 834	-1 060
dont intérêts sur dette publique		6 695	-6 695		8 363	-8 362
Transferts courants	233 811	40 545	+193 266	224 349	41 071	+183 278
. Administrations publiques	139 544	1 289	138 255	127 570	1 311	126 259
. Autres secteurs	94 267	39 256	55 011	96 779	39 760	57 019
Balance des transactions courantes	606 548	872 885	-268 387	632 112	1 063 408	-431 296
Compte de capital	140 193	21	+140 172	85 907	436	+85 471
. Administrations publiques	114 673	-	+114 673	58 686	-	+58 686
. Autres secteurs	25 515	-	+25 515	27 206	-	+27 206
Compte d'opérations financières	505 599	187 848	+317 751	595 551	284 641	+310 910
Compte de capital et d'opérations fin.	645 792	187 869	457 923	681 458	285 077	396 381
Erreurs et omissions nettes		1 505	-1 455	1 503		+1 503
Solde global	1 261 182	1 073 101	188 081	1 323 921	1 357 333	-33 412
Avoirs et engagements extérieurs	76 120	264 201	-188 081	99 469	66 057	+33 412
- Autorités monétaires	51 434	185 628	-134 194	46 901	7 647	+39 254
- Banques	24 686	78 573	-53 887	52 568	58 410	-5 842

Source : BCEAO

II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des paiements courants regroupe la balance des biens, des services et revenus ainsi que la balance des transferts courants sans contrepartie.

En 2008, le solde de la balance des paiements courants s'est situé à -431.296 millions de FCFA contre -268.387 millions de FCFA une année plus tôt, soit une détérioration de 60,7% due principalement à celle de la balance commerciale.

Tableau n°4 : Evolution de la balance des transactions courantes*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Biens (FOB-FOB)	-244 710	-293 427	-254 452	-286 584	-401 362
Services	-120 656	-154 089	-167 033	-173 945	-211 572
Revenus	-16 222	-10 851	-1 208	-1 124	-1 640
Transferts courants sans contrepartie	+101 050	+123 814	+133 382	+193 266	+183 278
Balance des transactions courantes	-280 538	-334 553	-289 311	-268 387	-431 296

Source : BCEAO

II.1.1 - EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur marchandises générales, les grosses réparations ainsi que divers biens dont l'or non monétaire. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB tandis que les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Pour répondre aux besoins de la balance des paiements, des retraitements ont été effectués sur les statistiques douanières du commerce extérieur. Il s'agit notamment de la prise en compte des mouvements d'entrepôts. En effet, les statistiques douanières enregistrent d'une part le commerce spécial, et d'autre part, les mouvements d'entrepôts, c'est-à-dire les entrées en entrepôts et les sorties d'entrepôts pour mise à la consommation ou pour réexportation. Ainsi, le commerce général, fondé sur le concept de frontière nationale, est obtenu en ajoutant aux données du commerce spécial, les entrées en entrepôts et en déduisant les mises à la consommation en suite d'entrepôts. Par ailleurs, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA, qui ont permis de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges communautaires et une meilleure évaluation du commerce non-contrôlé, ont été pris en compte.

Enfin, des ajustements de valeur et de champ ont été effectués pour prendre en compte l'ensemble des transactions économiques intervenues au cours de l'année dans le pays.

Tableau n°5 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens*(en millions de FCFA)*

Exportations	Nature des opérations	Importations
265 605	Statistiques douanières FOB – CAF (*) ¹	989 949
	Entrées en entrepôts (*)	84 659,2
	Mise à la consommation en suite d'entrepôts (*)	-250 689,9
70 207	Ajustements autres biens (or non monétaire)	
31 715,4	Commerce non contrôlé ²	25 842
-57 175,4	Ajustements de valeurs	23 514,7
	Fret et assurances	-161 561
310 352	Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB - FOB)	711 714

(*) Sources : INSD , BCEAO

II.1.1.1 - Evolution des statistiques du commerce extérieur

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les transactions sur biens avec le reste du monde se sont soldées en 2008, par un déficit de 401.362 millions de FCFA, contre un déficit de 286.584 millions de FCFA une année plus tôt, soit une détérioration de 43,6%. Cette dégradation provient d'une

1 Les exportations sont exprimées FOB et les importations CAF.

2 Estimations intra-UEMOA du Commerce non contrôlé faites par la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA auxquelles ont été ajoutées les données évaluées par la BCEAO du commerce non officiel entre le Burkina Faso et le Ghana et le Nigeria.

croissance des importations plus forte que celle des exportations, en liaison avec les effets de base négatifs émanant du maintien à un niveau relativement élevé des cours mondiaux des principaux produits importés.

Tableau n° 6 : Evolution des exportations et des importations

Année	Exportations (en millions de FCFA)	Importations (en millions de FCFA)	Solde (en millions de FCFA)	Variations (en %)
2005	247 094	540 521	-293 427	+19,9
2006	307 601	562 053	-254 452	-13,3
2007	298 560	585 144	-286 584	+12,6
2008	310 352	711 714	-401 362	+40,1

Source : BCEAO

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 43,6% en 2008 contre 51,0% en 2007, soit une détérioration de 7,4 points qui s'explique par un taux d'accroissement des importations plus important que celui des exportations.

II.1.1.2 - Importations de biens

Le tableau ci-dessous retrace la présentation détaillée des importations telles qu'elles ressortent des statistiques fournies par l'INSD de 2005 à 2008.

Tableau n° 7 : Présentation détaillée des importations CAF (Statistiques INSD)

Intitulés	Quantités (Tonnes)				Variations 2008/2007 (en %)	Valeur (en millions F CFA)				Variations 2008/2007 (en %)	Structure En 2008 (en %)
	2005	2006	2007	2008		2005	2006	2007	2008		
	Produits alimentaires (dont céréales)	556 870 413 161	544 749 396 739	556 651 386 113		504 510 370 938	-9,4 -3,9	81 346 51 160	88 043 57 133			93 075 59 204	114 432 73 975	22,9 24,9	11,6 7,5
Boissons et tabacs	16 292	20 807	21 266	19 305	-9,2	16 379	17 019	17 821	21 218	19,1	2,1
Produits pétroliers	366 127	523 195	589 278	657 498	11,6	136 887	261 515	197 134	245 778	24,7	24,8
Matières premières	209 096	258 515	214 749	163 380	-23,9	33 389	43 734	33 551	35 288	5,2	3,6
Graisses et huiles	23 251	21 489	25 101	27 064	7,8	7 955	7 879	9 143	9 602	5,0	1,0
Machines et appareils	26 051	29 752	38 620	39 550	2,4	90 040	100 923	143 242	140 263	-2,1	14,2
Matériel de transport	42 085	44 441	46 060	48 430	5,1	46 630	48 897	58 443	76 299	30,6	7,7
Produits chimiques	43 938	61 052	65 669	68 317	4,0	57 064	63 507	72 994	87 849	20,4	8,9
Papiers, cartons, articles de librairie	12 679	15 941	17 457	18 039	3,3	9 487	9 769	10 355	13 906	34,3	1,4
Tôle, fer, fonte, acier	125 068	90 893	124 565	178 540	43,3	39 088	35 755	48 149	80 998	68,2	8,2
Chaux, clinker, ciments	525 160	556 092	602 833	641 783	6,5	30 368	28 665	32 906	38 785	17,9	3,9
Fils et tissus	15 620	17 848	21 103	22 405	6,2	9 977	10 529	12 200	20 256	66,0	2,0
Autres articles	287 358	112 596	110 222	159 727	44,9	101 044	68 992	75 249	105 277	39,9	10,6
Total	2 249 596	2 297 371	2 433 574	2 548 549	4,7	659 655	785 226	804 264	989 949	23,1	100,0

Sources : INSD

En 2008, les importations en volume se sont situées à 2.548.549 tonnes contre 2.433.574 tonnes en 2007, soit une progression de 4,7%, en relation principalement avec la hausse de certains principaux postes, tels que les « Tôles, fer, fonte, acier » (+43,3%), « Produits pétroliers » (+11,6%), « Graisses et huiles » (+7,8%), « Chaux, clinker, ciments » (+6,5%), « Fils et tissus » (+6,2%) et « Matériel de

transport » (+5,1%). En particulier pour les produits pétroliers, il convient d'indiquer que l'augmentation des quantités importées est en partie liée aux besoins de ré-exportation à destination de certains pays de la sous-région. Par contre, sur la même période, des baisses de quantités importées ont été observées, notamment au niveau des postes des « Matières premières », « Produits alimentaires » et « Boissons et tabacs » qui ont connu des replis respectifs de 23,9%, 9,4% et 9,2%.

En valeur, les importations se sont accrues de 23,1% en passant de 804.264 millions de FCFA en 2007 à 989.949 millions de FCFA en 2008. Cette évolution est attribuable à la quasi totalité des principaux postes, les plus marquants étant les « Tôles, fer, fonte, acier » (+68,2%), « Fils et tissus » (+66,0%), « Papiers, cartons et articles de librairie » (+34,3%), « Matériel de transport » (+30,6%), « Produits pétroliers » (+24,7) et « Produits alimentaires » (+22,9%). En revanche, seul le poste « Machines et appareils » a enregistré une contraction de 2,1% entre 2007 et 2008.

Tableau n° 8 : Evolution des parts relatives dans les importations entre 2004 et 2008

(en pourcentage)

Groupes de produits	2005	2006	2007	2008
Produits alimentaires	12,3	11,2	11,6	11,6
(dont céréales)	7,8	7,3	7,4	7,5
Boissons et tabacs	2,5	2,2	2,2	2,1
Produits pétroliers	20,8	33,3	24,5	24,8
Matières premières	5,1	5,6	4,2	3,6
Graisses et huiles	1,2	1,0	1,1	1,0
Machines et appareils	13,6	12,9	17,8	14,2
Matériel de transport	7,1	6,2	7,3	7,7
Produits chimiques	8,7	8,1	9,1	8,9
Papiers, cartons, articles de librairie	1,4	1,2	1,3	1,4
Tôles, fer, fonte acier	5,9	4,6	6,0	8,2
Chaux, clinker, ciments	4,6	3,7	4,1	3,9
Fils et tissus	1,5	1,3	1,5	2,0
Autres articles non déclarés ailleurs	15,3	8,8	9,4	10,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSD

Dans l'ensemble, durant les quatre (04) dernières années, la structure des importations en valeur est dominée par cinq (05) principaux groupes de produits. Pour l'année 2008, les « Produits pétroliers » occupent la première place avec 24,8% du total des importations, comme les années précédentes, suivis des « Machines et appareils » (14,2%), « Produits alimentaires » (11,6%), « Produits chimiques » (8,9%) et « Tôles, fer, fonte, acier » (8,2%). En particulier, le poste « Tôles, fer, fonte, acier » a enregistré une forte progression, expliquée notamment, d'une part, par l'augmentation des quantités importées en liaison avec les investissements dans les domaines des infrastructures routières et urbaines, et d'autre part par les effets négatifs du maintien des prix internationaux à des niveaux relativement élevés.

Graphique n°3 : Répartition des parts relatives des produits dans les importations CAF en 2008

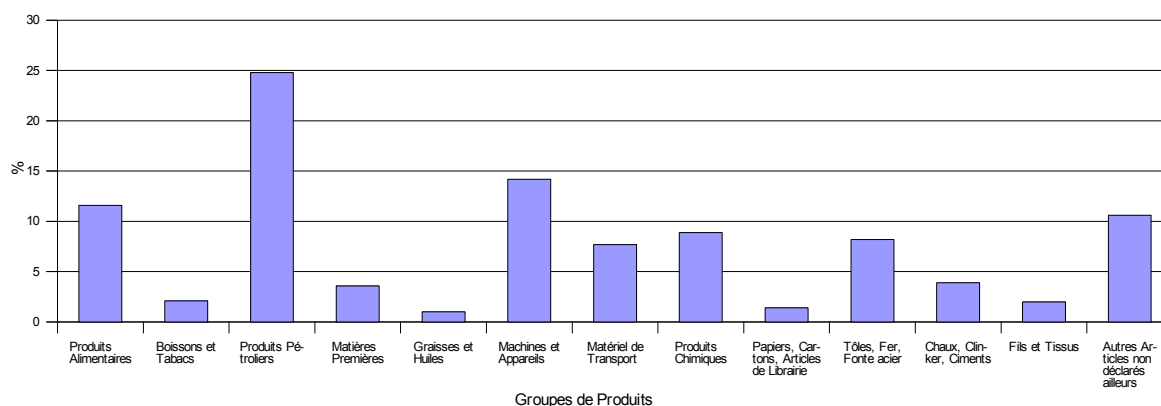


Tableau n° 9 : Répartition géographique des importations (CAF)³

Régions	2005	2006	2007	2008	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				(Part relative en %)			
Europe dont :	247 246	256 048	267 418	303 881	37,5	32,6	33,3	30,7
- Union Européenne dont :	206 010	229 425	234 042	273 859	31,2	29,2	29,1	27,7
. France	107 467	118 082	117 103	123 466	16,3	15,0	14,6	12,5
. Espagne	9 263	9 807	14 886	15 710	1,4	1,2	1,9	1,6
. Allemagne	17 731	18 426	20 352	19 326	2,7	2,3	2,5	2,0
. Belgique	14 859	20 475	19 791	22 851	2,3	2,6	2,5	2,3
. Italie	12 996	10 264	14 152	15 774	2,0	1,3	1,8	1,6
. Pays-Bas	13 990	10 281	20 672	29 686	2,1	1,3	2,6	3,0
. Royaume-Uni	10 624	20 045	8 559	24 807	1,6	2,6	1,1	2,5
. Danemark	2 389	6 409	2 314	5 769	0,4	0,8	0,3	0,6
- Autres pays d'Europe	24 586	26 675	36 503	30 021	3,7	3,4	4,5	3,0
. Suisse	1 829	1 494	1 871	1 272	0,3	0,2	0,2	0,1
Afrique dont :	225 214	343 648	277 145	390 615	34,1	43,8	34,5	39,5
CEDEAO	181 656	303 413	235 013	341 679	27,5	38,6	29,2	34,5
- UEMOA	152 363	279 660	201 111	280 538	23,1	35,6	25,0	28,3
. Benin	1 023	6 395	5 374	5 873	0,2	0,8	0,7	0,6
. Côte d'Ivoire	118 521	238 916	157 251	212 947	18,0	30,4	19,6	21,5
. Guinée Bissau	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Mali	910	806	1 112	9 539	0,1	0,1	0,1	1,0
. Niger	451	391	632	1 934	0,1	0,0	0,1	0,2
. Sénégal	7 347	7 018	7 933	6 267	1,1	0,9	1,0	0,6
. Togo	24 110	26 133	28 808	43 978	3,7	3,3	3,6	4,4
- Autres pays de la CEDEAO	29 293	23 753	33 902	61 141	4,4	3,0	4,2	6,2
. Gambie	6	25	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Ghana	19 723	21 282	27 981	43 016	3,0	2,7	3,5	4,3
. Guinée Conakry	71	4	3	72	0,0	0,0	0,0	0,0
. Libéria	0	33	0	940	0,0	0,0	0,0	0,1
. Nigéria	9 494	1 853	5 015	15 768	1,4	0,2	0,6	1,6
. Sierra Léone	0	556	903	1 344	0,0	0,1	0,1	0,1
Autres pays africains	43 558	40 235	42 131	48 937	6,6	5,1	5,2	4,9
Amérique dont :	48 126	43 789	68 896	88 429	7,3	5,6	8,6	8,9
. USA	26 374	25 393	49 527	59 635	4,0	3,2	6,2	6,0
. Brésil	11 068	13 059	10 681	12 379	1,7	1,7	1,3	1,3
. Canada	2 856	2 533	5 390	6 246	0,4	0,3	0,7	0,6
. Argentine	482	630	395	4 098	0,1	0,1	0,0	0,4
					0,0	0,0	0,0	0,0
Asie dont :	136 451	139 478	187 097	197 449	20,7	17,8	23,3	19,9
. République de Chine	25 580	32 046	66 726	70 857	3,9	4,1	8,3	7,2
. Japon	18 746	17 166	21 097	21 993	2,8	2,2	2,6	2,2
. Inde	21 931	33 975	51 518	40 538	3,3	4,3	6,4	4,1
. Pakistan	7 867	13 370	8 473	1 705	1,2	1,7	1,1	0,2
. Thaïlande	9 620	9 780	7 167	16 860	1,5	1,2	0,9	1,7
. Taïwan	1 548	790	1 449	1 884	0,2	0,1	0,2	0,2
. Dubaï	2 801	3 740	3 320	3 158	0,4	0,5	0,4	0,3
Autres pays	2 618	2 262	3 709	9 574	0,4	0,3	0,5	1,0
TOTAL	659 655	785 226	804 264	989 949	100,00	100,00	100,00	100,00

Sources : INSD et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

La répartition par provenance des importations du Burkina Faso en 2008 reste globalement conforme à celle des cinq années précédentes : les pays d'Afrique demeurent les principaux fournisseurs (39,5%), suivis de ceux d'Europe (30,7%), d'Asie (19,9%), d'Amérique (8,9%) et enfin d'Océanie

3 Les importations en provenance des pays de l' UEMOA ont été ajustées pour tenir compte des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

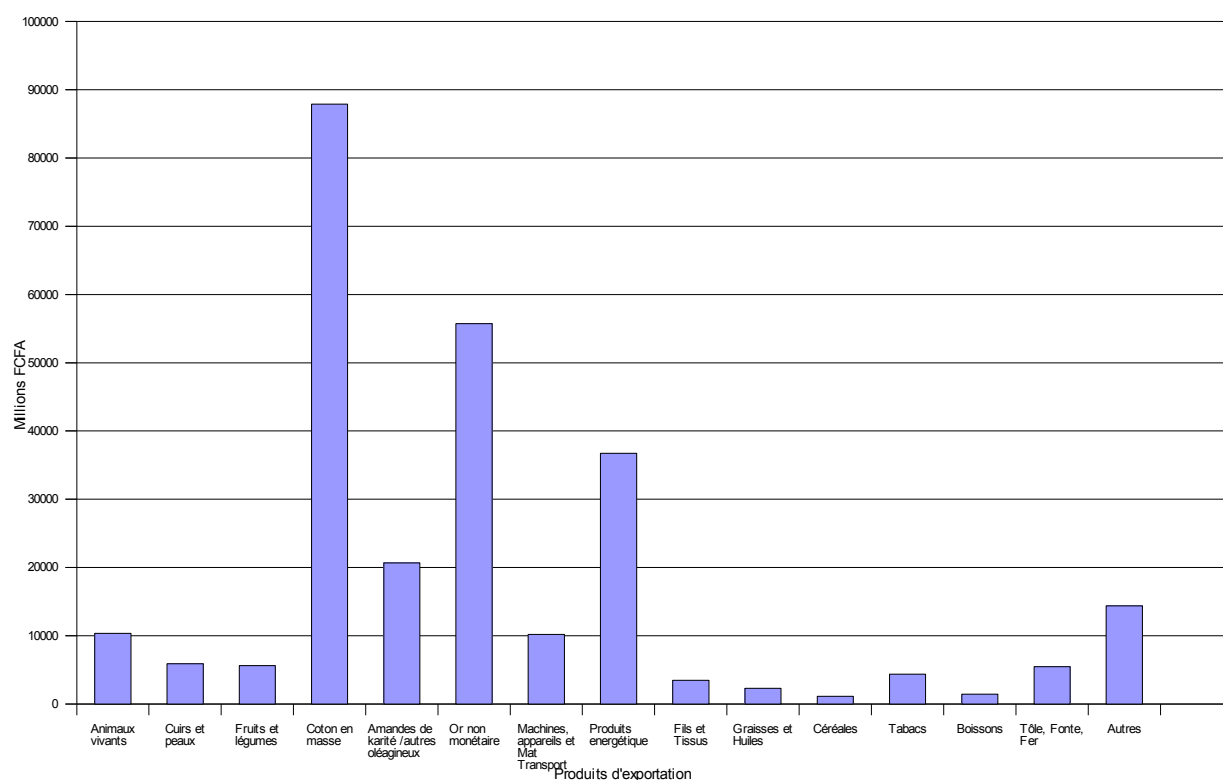
(1,0%). Par rapport à 2007, la structure des importations par origine est marquée en 2008 par le renforcement des parts des pays d'Afrique (+5,0 points de pourcentage), d'Amérique (+0,4 point) et d'Océanie (+0,5 point) au détriment de celles d'Europe (-2,6 points) et d'Asie (-3,3 points).

II.1.1.3 - Exportations de biens

Sur la base des statistiques de l'INSD, les exportations du Burkina Faso ont enregistré une hausse de 2,4% en passant de 259.472 millions de FCFA en 2007 à 265.605 millions de FCFA en 2008. Cette évolution s'explique principalement par la progression des exportations en valeur des produits suivants : « Or non monétaire » (+1.105,7%), « Produits énergétiques » (21,0%) et « produits énergétiques » (21,0%). Le « Coton en masse » et les « amandes de karités » ont quant à eux baissé de 39,2% et 28,4% respectivement.

Les exportations en 2008 sont principalement soutenues par cinq (05) groupes de produits qui sont : le coton en masse avec un poids de 33,1% dans le total des exportations, l'or non monétaire avec 21,0%, les produits énergétiques avec 13,8%, les amandes de karité et autres oléagineux avec 7,8% et les animaux vivants avec 3,9%.

Graphique n°4 : Produits d'exportations en 2008



Le tableau ci-après présente, de façon détaillée, la situation des exportations tirées des statistiques de l'INSD de 2005 à 2008.

Tableau n° 10 : Présentation détaillée des exportations

Intitulés	Quantités				Variations 2008/2007 (en %)	Valeur				Variations 2008/2007 (en %)	Structure En 2008 (en %)
	(Tonnes)					(en millions F CFA)					
	2005	2006	2007	2008		2005	2006	2007	2008		
Animaux vivants	14 127	14 041	12 409	21 105	70,1	3 776	4 657	4 727	10 346	118,9	3,9
- Bovins	11 274	11 157	9 734	18 324	88,2	2 913	3 828	3 857	9 259	140,0	3,5
- Ovins et Caprins	2 852	2 883	2 675	2 781	4,0	863	829	870	1 087	24,9	0,4
Cuirs, articles en cuirs et articles de voyage	1 796	1 664	2 293	1 498	-34,7	1 452	4 747	8 001	5 908	-26,2	2,2
- Cuirs et articles en cuirs	1 789	1 563	1 403	1 183	-15,7	1 438	4 611	4 317	4 499	4,2	1,7
- Articles de voyage	8	101	890	315	-64,6	14	137	3 684	1 410	-61,7	0,5
Fruits et légumes	33 036	35 503	34 859	37 650	8,0	4 821	3 838	4 546	5 631	23,9	2,1
Coton en masse	232 586	279 558	254 863	139 477	-45,3	121 876	161 418	144 633	87 902	-39,2	33,1
Amandes de karité et autres oléagineux	172 850	222 714	222 475	112 200	-49,6	9 565	14 283	28 902	20 682	-28,4	7,8
- Arachides décortiquées	27 909	2 619	511	6 964	1 263,3	183	236	123	2 169	1 660,3	0,8
- Graines de coton	81 634	127 927	66 837	91	-99,9	2 113	2 587	2 012	7	-99,6	0,0
- Graines de sésame	57 723	92 088	154 635	104 742	-32,3	7 082	11 454	26 676	18 420	-30,9	6,9
- Amande de karité	3 035	0	0	0		82	0	0	0		0,0
- Autres graines, noix et Amandes d'oléagineux	2 550	80	491	403	-18,0	105	6	90	85	-5,5	0,0
Or non monétaire	0,324	0,727	0,829	5,389	550,1	1 621	4 676	4 615	55 646	1 105,7	21,0
Machines, appareils et Matériels de transport	1 452	3 027	3 874	3 750	-3,2	3 420	4 635	11 448	10 213	-10,8	3,8
- Machines non électriques	687	1 159	2 539	1 900	-25,2	1 343	2 430	6 811	5 114	-24,9	1,9
- Machines et appareils électriques	283	902	314	467	48,8	1 095	709	903	508	-43,7	0,2
- Voitures de tourisme	130	106	151	180	19,0	652	435	686	790	15,2	0,3
- Camions, camionnettes	103	352	620	890	43,6	169	616	1 411	3 104	119,9	1,2
- Autres matériels de transport, nda	249	508	250	313	24,9	161	445	1 637	697	-57,4	0,3
Produits énergétiques	25 379	77 427	155 033	85 455	-44,9	7 948	29 389	30 355	36 727	21,0	13,8
- Autres essences	4 378	23 953	110 165	28 633	-74,0	1 374	9 573	14 501	12 096	-16,6	4,6
- Pétrole lampant	16 576	18 277	15 598	17 124	9,8	5 243	7 165	5 843	8 104	38,7	3,1
- Gas oil	4 426	35 197	29 270	39 698	35,6	1 331	12 651	10 011	16 526	65,1	6,2
Fils et tissus	2 565	4 194	3 154	1 671	-47,0	3 772	5 509	3 153	3 485	10,6	1,3
- Tissus de coton	33	84	39	112	185,5	184	533	146	985	575,7	0,4
- Autres fils, tissus et textiles synthétique, nda	2 531	4 111	3 115	1 559	-50,0	3 589	4 976	3 007	2 501	-16,8	0,9
Graisses et huiles	4 819	12 778	5 511	2 287	-58,5	1 995	4 952	2 695	2 294	-14,9	0,9
- Beurre de karité	244	754	748	1 029	37,6	171	525	594	1 206	103,0	0,5
- Autres huiles et graisses végétales	4 574	12 024	4 763	1 257	-73,6	1 824	4 428	2 101	1 088	-48,2	0,4
Céréales	6 390	40 847	25 563	12 568	-50,8	772	4 056	2 047	1 127	-44,9	0,4
- Mais en grain	3 318	22 757	17 901	11 379	-36,4	355	1 734	1 470	1 043	-29,0	0,4
- Riz	1 453	1 000	0	0	-100,0	290	240	0	0	-100,0	0,0
- Mil et Sorgho	1 619	17 090	7 663	1 189	-84,5	127	2 082	577	84	-85,5	0,0
Cigarettes et tabacs	547	477	624	536	-14,1	3 380	3 800	4 731	4 369	-7,7	1,6
- Cigarettes	514	477	572	485	-15,3	3 295	3 794	4 698	4 298	-8,5	1,6
- Autres tabacs, nda	33	0	52	51	-0,8	85	6	33	70	110,5	0,0
Boissons	1 169	1 320	1 983	3 336	68,3	757	718	1 021	1 423	39,3	0,5
- Vins	51	41	46	21	-53,4	247	195	204	108	-47,0	0,0
- Autres boissons, nda	1 118	1 279	1 937	3 315	71,1	510	523	818	1 315	60,8	0,5
Tôle, fer, fonte, acier	9 214	8 994	9 321	13 596	45,9	3 742	3 658	4 093	5 474	33,7	2,1
- Barres et profilés	6 021	5 292	4 953	10 424	110,5	2 026	1 473	1 538	4 048	163,2	1,5
- Autres fer et acier	3 193	3 702	4 369	3 172	-27,4	1 716	2 186	2 555	1 426	-44,2	0,5
Autres	74 382	91 497	71 347	100 929	41,5	18 654	14 889	4 503	14 377	219,3	5,4
Total	580 313	794 043	803 311	536 063	-33,3	187 553	265 227	259 472	265 605	2,4	100,00

Sources : INSD

Tableau n° 11 : Destination des exportations du Burkina Faso⁴

Régions	2005	2006	2007	2008	2005	2006	2007	2008
	(en millions F CFA)				(Part relative en %)			
EUROPE	115 343	136 961	138 985	134 368	61,5	56,4	53,6	50,6
Union Européenne dont :	67 134	70 104	77 761	47 430	35,8	28,9	30,0	17,9
France	38 119	42 362	34 406	22 266	20,3	17,4	13,3	8,4
UEBL	0	0	2	2	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	1 547	4 289	3 787	1 838	0,8	1,8	1,5	0,7
Royaume Uni	5 928	20 692	13 237	8 600	3,2	8,5	5,1	3,2
Allemagne	989	838	3 620	847	0,5	0,3	1,4	0,3
Espagne	614	520	855	381	0,3	0,2	0,3	0,1
Autres pays d'Europe	48 209	66 857	61 224	86 938	25,7	27,5	23,6	32,7
Suisse	47 047	57 696	60 904	86 795	25,1	23,7	23,5	32,7
AFRIQUE dont :	51 178	88 716	98 902	96 385	27,3	36,5	38,1	36,3
- UEMOA	39 248	53 763	46 337	52 774	20,9	22,1	17,9	19,9
Bénin	1 703	3 858	1 072	9 793	0,9	1,6	0,4	3,7
Côte d'Ivoire	9 095	9 402	11 236	13 510	4,8	3,9	4,3	5,1
Guinée Bissau	0	3	2	5	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	8 607	15 355	12 807	14 566	4,6	6,3	4,9	5,5
Niger	6 387	9 116	8 073	10 953	3,4	3,8	3,1	4,1
Sénégal	674	1 075	930	2 425	0,4	0,4	0,4	0,9
Togo	12 782	14 955	12 218	1 522	6,8	6,2	4,7	0,6
Autres pays de la CEDEAO	8 646	27 896	39 814	30 251	4,6	11,5	15,3	11,4
Gambie	5	2	2	20	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	7 680	9 390	20 564	10 131	4,1	3,9	7,9	3,8
Guinée Konakry	115	16 982	18 973	18 541	0,1	7,0	7,3	7,0
Libéria	0	2	1	0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigéria	845	1 520	275	1 554	0,5	0,6	0,1	0,6
Sierra Léone	0	0	0	4	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE dont	1 860	706	1 128	6 885	1,0	0,3	0,4	2,6
Etats Unis	157	480	564	6 635	0,1	0,2	0,2	2,5
Mexique	0	0	10	67	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	179	36	304	160	0,1	0,0	0,1	0,1
Guadeloupe	0	23	0	6	0,0	0,0	0,0	0,0
ASIE dont :	19 170	16 484	20 449	27 300	10,2	6,8	7,9	10,3
Singapour	12 996	11 758	16 028	23 790	6,9	4,8	6,2	9,0
Japon	942	1 317	893	625	0,5	0,5	0,3	0,2
Rép. Pop de Chine	139	396	632	558	0,1	0,2	0,2	0,2
Inde	1 004	1 096	2 005	540	0,5	0,5	0,8	0,2
Autres pays	2	122	8	667	0,0	0,1	0,0	0,3
TOTAL	187 553	242 989	259 472	265 605	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : INSD et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

Comme les trois années précédentes, les pays d'Europe et d'Afrique ont constitué les principales destinations des produits exportés par le Burkina Faso en 2008, avec des parts de marché respectives de 50,6% et 36,3%. Comparativement à 2007, l'année 2008 est marquée par une ouverture du marché en faveur des pays d'Asie, d'Amérique et d'Océanie, au détriment de ceux d'Europe et d'Afrique. En effet, les parts des pays d'Europe et d'Afrique se sont contractées respectivement de 3 points (de pourcentage) et 1,8 point, tandis que celles des pays d'Asie, d'Amérique et d'Océanie ont progressé respectivement de 2,4 points, 2,2 points et 0,2 point entre 2007 et 2008.

II.1.2 - BALANCE DES SERVICES

La balance des services regroupe les transports, les voyages et les autres services.

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services s'est détérioré de 21,6% en passant de -173.945 millions de FCFA en 2007 à -211.572 millions de FCFA en 2008. Cette évolution s'explique par la dégradation du solde de l'ensemble des rubriques du poste des services à l'exception de celle des dépenses de voyage.

4 Les exportations à destination des pays de l'UEMOA en 2007 et 2008 ont été ajustées pour tenir compte des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

**Tableau n° 12 : Evolution du solde de la balance des services
(en millions de FCFA)**

Années	Solde	Variation
2004	-120 656	+10,8%
2005	-154 089	+27,7%
2006	-167 033	+8,4%
2007	-173 945	+4,1%
2008	-211 572	+21,6%

Source : BCEAO

II.1.2.1 – Les transports

La rubrique des transports comprend principalement les transports de passagers et de marchandises. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des transports de 2004 à 2008.

**Tableau n° 13 : Evolution du solde de la balance des transports
(en millions de FCFA)**

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Transports	-84 495	-109 571	-115 232	-120 923	-139 622
- Passagers	-8 211	-14 162	-14 292	-14 313	-12 252
- Fret	-74 894	-93 058	-98 969	-103 035	-125 507
- Autres	-1 390	-2 351	-1 971	-3 575	-1 863
Fret/Importations CAF, Commerce général (%)	16,2	14,1	12,6	12,8	12,7

Source : BCEAO

En passant de -120.923 millions de FCFA en 2007 à -139.622 millions de FCFA en 2008, le solde déficitaire des flux de paiements au titre des transports s'est détérioré de 15,5%, en grande partie sous l'effet d'une hausse des paiements nets aux non-résidents du fret sur les marchandises.

Cette sous-rubrique « fret » qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures nationales au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes au titre du transport de marchandises au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressortie déficitaire en 2008 de 125.507 millions de FCFA contre -103.035 millions de FCFA en 2007. L'accroissement de ce déficit en 2008 est lié à la fois à l'augmentation des quantités importées et le renchérissement des cours mondiaux du baril de pétrole qui ont atteint un niveau sans précédent de 147 dollars US en juillet 2008.

II.1.2.2 – Les voyages

Le poste « voyages » regroupe les voyages à titre professionnel et ceux à titre personnel. Il recense au crédit les dépenses effectuées au Burkina Faso par les hommes d'affaires et les touristes étrangers, et au débit les dépenses faites par des hommes d'affaires et touristes burkinabè lors de leur séjour à l'étranger. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des « voyages » entre 2004 et 2008.

**Tableau n° 14 : Evolution du solde des voyages
(en millions de FCFA)**

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Voyages	+678	-509	-1 142	-881	-156
-à titre professionnel	+467	-985	+183	-2 268	-1 464
-à titre personnel	+211	+476	-1 325	+1 387	+1 308

Source : BCEAO

Le solde des voyages s'est amélioré de 725 millions de FCFA en passant de -881 millions de FCFA en 2007 à -156 millions de FCFA en 2008 à la suite d'un recul des sorties nettes au titre des voyages à titre professionnel (804 millions de FCFA), compensée par une légère baisse de 79 millions de FCFA enregistrée sur les entrées nettes des voyages à titre personnel. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des entrées de voyageurs d'affaires et de missions de fonctionnaires à la faveur notamment de l'amélioration de la desserte du pays et de la tenue de grandes manifestations culturelles tels que le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), la Semaine Nationale de la Culture (SNC) et la Foire Commerciale de la CEDEAO.

II.1.2.3 – Autres services

La rubrique « autres services » regroupe les services de communication, les services d'assurance et divers services spécialisés effectués entre entreprises (services d'information et d'informatique, de publicité, services juridiques, etc.), ainsi que les services fournis ou reçus par les administrations.

Le solde de cette rubrique est passé de -52.141 millions de FCFA en 2007 à -71.794 millions de FCFA en 2008, enregistrant ainsi une dégradation de 37,7% due principalement aux services d'assurance notamment l'assurance de fret de marchandises (-21,8%). Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde de la rubrique « autres services » sur la période 2004 à 2008.

Tableau n° 15 : Evolution du solde des « autres services »

(en millions de FCFA)

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Autres Services	-36 839	-44 009	-50 659	-52 141	-71 794
. Assurances	-19 350	-23 638	-29 508	-31 738	-41 181
. Communication	-1 879	-450	-1 067	-576	-1 407
. Serv. fournis ou reçus par les adm.	-4 645	-4 316	-4 757	-2 376	-2 257
. Autres services aux entreprises et divers autres	-10 965	-15 605	-15 327	-17 451	-26 949

Source : BCEAO

II.1.3 – BALANCE DES REVENUS

Le poste « revenus » enregistre les flux relatifs à la rémunération des salariés et aux revenus des investissements. Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

Au crédit :

- les salaires versés par des entreprises non-résidentes, des organisations internationales ainsi que par des représentations diplomatiques à des travailleurs résidents burkinabè ;
- les revenus perçus par des résidents burkinabè sur les titres de participation et les titres de créances détenus sur l'étranger ;

Au débit :

- les rémunérations versées par des entreprises résidentes à des non-résidents ;
- les dividendes et bénéfices payés à des non-résidents et les intérêts payés au titre de la dette extérieure publique et privée.

En 2008, le solde du poste "Revenus" est ressorti débiteur de 1.640 millions de FCFA contre -1.124 millions de FCFA en 2007, soit une détérioration de 45,9%. Cette dégradation provient essentiellement des revenus des investissements (-3.694 millions de FCFA), en liaison avec la hausse des intérêts payés au titre de la dette extérieure publique et de la progression des paiements nets aux non-résidents d'intérêts sur la dette extérieure privée.

Tableau n° 16 : Evolution du solde du poste « Revenus »*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Solde des revenus	-16 222	-10 851	-1 208	-1 124	-1 640
. Revenus du travail	-3 654	-3 626	-3 889	-3 758	-580
. Revenus du capital dont	-12 568	-7 225	2 681	2 634	-1 060
Intérêts payés/dette extérieure publiq.	(-12 631)	(-11 755)	(-12 270)	(-6 695)	(-8 362)

Source : BCEAO

II.1.4 - BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants sans contrepartie recensent les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers et burkinabè ainsi que les aides en espèces influant sur la consommation des biens et services.

Les transferts courants sans contrepartie se subdivisent en transferts privés et en transferts des administrations publiques.

Tableau n° 17 : Evolution du solde de la balance des transferts courants**sans contrepartie de 2004 à 2008***(en millions de FCFA)*

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Transferts privés courants sans contrepartie	+19 752	+27 854	+42 095	+55 011	+57 019
Transferts publics courants sans contrepartie	+81 075	+95 960	+91 287	+138 255	+126 259
TOTAL	+101 050	+123 814	+133 382	+193 266	+183 278

Source : BCEAO

En s'établissant à 183.278 millions de FCFA en 2008 contre 193.266 millions de FCFA en 2007, les entrées nettes de transferts courants sans contrepartie ont enregistré une baisse de 5,2%, provenant exclusivement de la baisse des transferts publics (-11.996 millions de FCFA), les transferts privés ayant au contraire augmenté (+2.008 millions de FCFA).

II.1.4.1 – Transferts courants privés

Les principales opérations enregistrées au crédit de ce poste sont l'épargne rapatriée par les travailleurs burkinabè émigrés, les pensions versées par la France aux anciens combattants et l'aide extérieure en nature et en espèces reçue par le secteur privé.

Au débit, sont consignés notamment, les transferts d'économies sur salaires des travailleurs étrangers installés au Burkina Faso.

Tableau n° 18 : Evolution des principaux postes des transferts courants privés**sans contrepartie de 2004 à 2008***(en millions de FCFA)*

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Crédit :	56 687	65 475	81 487	94 267	96 779
Dont économies sur salaires	21 090	26 097	31 694	36 610	38 063
Débit :	36 712	37 621	39 392	39 256	39 760
Dont économies sur salaires	35 793	36 810	37 291	37 105	37 605
SOLDE	+19 975	+27 854	+42 095	+55 011	+57 019

Source : BCEAO

Les entrées nettes de transferts courants privés sans contrepartie ont connu une hausse de 2.008 millions de FCFA en 2008 en s'établissant à 57.019 millions de FCFA contre 55.011 millions de FCFA une année plus tôt. Cette évolution découle principalement de l'augmentation des transferts reçus des travailleurs burkinabè émigrés (+4,0%) et de l'aide extérieure reçue par le secteur privé, notamment les ressources reçues par les ONG (+1,8%).

II.1.4.2- Transferts courants publics

Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

au crédit :

- les dons en nature et l'aide budgétaire reçus par le secteur public burkinabè ;
- les rémunérations versées au personnel de l'assistance technique en poste au Burkina Faso ;
- les amendes, impôts et taxes payés au Burkina Faso par des non-résidents ;

au débit :

- les contributions du Burkina Faso au fonctionnement des organismes inter-Etats et internationaux.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les entrées nettes au titre des transferts publics sans contrepartie, en ressortant à 126.259 millions de FCFA en 2008 contre +138.255 millions de FCFA en 2007, se sont inscrites en baisse de 8,7% sous l'effet de la contraction des dons budgétaires reçus de l'extérieur par le secteur public.

En s'établissant à 88.233 millions de FCFA en 2008 contre 95.627 millions de FCFA en 2007, les transferts reçus au titre des appuis budgétaires publics ont régressé de 7,7%.

**Tableau n° 19 : Evolution des transferts courants publics
sans contrepartie de 2004 à 2008**

Rubriques	(en millions de FCFA)				
	2004	2005	2006	2007	2008
<u>Crédit</u>	81 802	97 197	92 621	139 544	127 570
<u>Débit</u>	727	1 237	1 334	1 289	1 311
SOLDE	+81 075	+95 960	+91 287	+138 255	+126 259

Source : BCEAO

II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

II.2.1 – LE COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital recense les transferts de capital et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.).

En 2008, le compte de capital s'est soldé par un excédent de 85.471 millions de FCFA contre 140.172 millions de FCFA en 2007, soit un repli de 39,0%, expliqué principalement par la baisse enregistrée au titre des ressources extérieures en appui au Programme d'Investissement Public.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du compte de capital de 2004 à 2008.

Tableau n° 20 : Evolution du compte de capital de 2004 à 2008*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Transferts de capital	+106 469	+110 686	+818 754	+140 188	+85 892
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-23	-20	-16	-421
SOLDE	+106 469	+110 663	+818 734	+140 172	+85 471

Source : BCEAO

II.2.2 – LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Ce poste recense les opérations relatives aux investissements directs, aux investissements de portefeuille et aux autres investissements.

En 2008, le solde du compte des opérations financières, selon la présentation optique BCEAO, est ressorti excédentaire de 310.910 millions de FCFA contre un excédent de 317.751 millions de FCFA en 2007, soit une baisse de 6.841 millions de FCFA provenant exclusivement du poste des Investissements directs.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde du compte des opérations financières entre 2004 et 2008.

Tableau n° 21 : Evolution du compte des opérations financières de 2004 à 2008*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Investissements directs	+12 307	+18 117	+17 040	+164 537	+47 470
Investissements de portefeuille	-61	-1 111	-554	+3 613	+4 077
Autres Investissements	+103 315	+104 846	-497 774	+149 601	+259 363
SOLDE	+115 561	+121 852	-481 288	+317 751	+310 910

Source : BCEAO

II.2.2.1 - Investissements directs

En 2008, les entrées nettes au titre des investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital social de la société, se sont établis à +47.470 millions de FCFA contre +164.537 millions de FCFA en 2007, soit une contraction de 117.067 millions de FCFA. Ce recul prend en compte l'opération de cession des parts de l'Etat dans le capital de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) à un investisseur direct étranger (Maroc-télécom) enregistrée un an plus tôt. Toutefois, comparativement à la moyenne du solde des investissements directs sur la période 2004-2006, ce poste a enregistré une hausse de 31.649 millions de FCFA (+162,2%), provenant notamment de la cession de 51% des parts du capital de la Banque Internationale du Burkina (BIB) à un non-résident, United Bank for Africa (UBA) et aussi du relèvement du capital opéré par certains établissements bancaires au cours de l'année 2008.

II.2.2.2 - Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital social de la société, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au plan de la comptabilisation, les diminutions d'avoirs et les augmentations d'engagements sont enregistrées au crédit tandis qu'au débit, sont recensées les augmentations d'avoirs et les diminutions d'engagements.

En 2008, les transactions au titre des investissements de portefeuille se sont traduites par un solde excédentaire de 4.077 millions de FCFA, contre +3.613 millions de FCFA une année plus tôt, soit une

amélioration de 464 millions de FCFA, expliquée notamment par les ressources mobilisées à l'extérieur par les structures minières, en liaison avec le regain de dynamisme du secteur.

II.2.2.3 - Autres Investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

En 2008, tout comme les années précédentes, les principales opérations enregistrées au crédit concernent les tirages sur la dette extérieure, tandis qu'au débit, sont recensés les remboursements dus au titre du principal de la dette extérieure.

Les tirages sur la dette extérieure publique (hors bons du trésor) se sont établis à 115.300 millions de FCFA et les remboursements à 12.979 millions de FCFA en 2008, contre respectivement 114.476 millions de FCFA et 15.172 millions de FCFA en 2007.

Les entrées nettes au titre de l'ensemble des "autres investissements" se sont élevées à +259.363 millions de FCFA en 2008 contre +149.601 millions de FCFA une année plus tôt, soit une progression de 109.762 millions de FCFA, expliquée notamment par les emprunts à l'extérieur des autres secteurs privés et les dépôts monétaires des non-résidents.

II.2.3 – EVOLUTION DES CAPITAUX MONETAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaire sur les avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires.

En 2008, l'incidence de l'activité économique intérieure a été caractérisée au plan des relations financières extérieures par une contraction des avoirs des institutions monétaires (-9.903 millions de FCFA) et une augmentation de leurs engagements (+23.509 millions de FCFA). Ainsi, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont détériorés en s'établissant à -33.412 millions de FCFA en 2008 contre un excédent exceptionnel de 188.081 millions de FCFA un an plus tôt, soit un recul de 221.493 millions de FCFA.

II.2.3.1 – Situation de la Banque Centrale

Les principaux avoirs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en or monétaire et en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent essentiellement sur les recours aux crédits du FMI.

Contrairement à l'année précédente, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont régressé de 11,4% (-39.254 millions de FCFA) pour s'établir à 304.930 millions de FCFA à fin décembre 2008. Cette évolution de la position extérieure de l'Institut d'émission s'explique par la baisse enregistrée au niveau des avoirs qui ont reculé de 17.861 millions de FCFA de 2007 à 2008, reflétant la détérioration du déficit du compte courant ainsi que du solde des opérations financières, dans un contexte d'incertitude liée à la crise financière internationale.

ENCADRE : LA CRISE FINANCIERE MONDIALE ET LES ECONOMIES DE L'UNION

La crise financière internationale survenue au cours de l'année 2008 a eu pour origine les difficultés de remboursement des prêts immobiliers à risque aux Etats-Unis. Elle s'est ensuite rapidement étendue dans les autres pays développés, en particulier en Europe, dans les pays émergents, dans certains Etats à faible revenu et a fini par entraîner des réactions en chaîne qui ont impacté la stabilité du système bancaire et financier dans son ensemble.

Face à cette crise, les pays directement affectés ont engagé des actions au plan national et/ou régional, en vue de restaurer la confiance et assurer le fonctionnement normal des marchés du crédit et des marchés financiers en général. Cependant, ni les injections massives de liquidité et les baisses substantielles de taux d'intérêts initiées par les Banques Centrales, ni les initiatives hardies de soutien aux banques décidées par les gouvernements n'ont réussi à endiguer la crise de confiance sur les marchés.

La dimension mondiale de la crise a conduit la communauté internationale à prendre, dans une démarche concertée, des mesures vigoureuses et parfois exceptionnelles pour appuyer les institutions financières ayant une importance systémique et prévenir ainsi leur faillite. Un consensus s'est dégagé en vue d'une coopération internationale renforcée autour de cinq (05) fronts d'actions :

- la garantie publique explicite des dépôts des banques ;
- la garantie publique des prêts interbancaires ;
- la mise en place des mécanismes de rachats par les Banques Centrales et les Etats des créances douteuses et impayés ;
- la recapitalisation des institutions en difficulté par l'acquisition de leurs actions sur le marché boursier, par des fonds publics ;
- les injections massives de liquidités par les Banques Centrales sur les marchés monétaires et une baisse concertée des taux d'intérêt.

Par ailleurs, dans le but de conforter les actions engagées, la question de la refondation du système monétaire international a rencontré un écho favorable.

Dans l'UEMOA, les effets directs de la crise sur le système bancaire et financier en 2008 sont ressortis globalement faibles car :

- les banques de l'espace économique n'ont pas pris d'engagement sur les produits financiers à risque qui ont été à l'origine de la crise ;
- les avoirs des banques de l'Union auprès d'institutions financières extérieures sont restés dans l'ensemble modestes, dans la mesure où les textes communautaires régissant les relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA limitent leur niveau à la couverture des besoins courants ;
- les flux financiers entre l'Union et le reste du monde sont demeurés dans la limite des flux traditionnellement enregistrés en cette période de déclenchement de la crise ;
- le marché financier régional, n'a pas enregistré de mouvements significatifs en relation avec les titres toxiques.

En terme d'effets indirects, l'Union pourrait subir les conséquences de la crise. En effet, du fait de sa profondeur, la crise pourrait entraîner un ralentissement marqué de la croissance économique mondiale, avec son corollaire d'impacts négatifs sur l'économie des pays de la zone à travers la baisse :

- des cours des principaux produits d'exportation des pays membres de l'Union ;
- des revenus tirés des exportations ;
- des entrées de capitaux (transferts de migrants, possibilité de tassement ou de contraction des investissements directs et de l'aide publique au développement).

Toutefois, la crise, du fait du ralentissement de l'activité économique mondiale, pourrait susciter un recul des prix de certains produits stratégiques, dont les cours mondiaux avaient atteint des niveaux sans précédent entre 2007 et 2008, et pour lesquels l'Union est importatrice nette.

Le tableau ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale entre 2004 et 2008.

Tableau n° 22 : Evolution des avoirs et des engagements extérieurs de la Banque Centrale
(en millions de FCFA)

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Avoirs	319 131	243 464	275 280	458 106	440 245
. Position de réserve	5 825	7 246	4 446	3 577	7 088
. DTS détenus	90	111	17	56	38
. Autres créances <i>dont ajustement/Circulation fiduciaire</i>	313 216	237 827	270 817	453 342	433 119
Engagements	78 726	71 311	65 290	113 922	135 315
. Recours aux crédits du FMI	58 865	55 625	17 399	16 702	25 597
. Banques et institutions étrangères	19 860	15 686	47 891	78 680	91 408
. Autres engagements			7 050	6 625	6 831
Avoirs extérieurs nets	240 405	172 153	209 990	344 184	304 930

Source : BCEAO

II.2.3.2 – Situation des banques

La position extérieure nette des Autres institutions monétaires (banques) correspond au solde de leurs avoirs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des Autres institutions monétaires fait ressortir en 2008, une hausse des avoirs extérieurs qui passent de 169.057 millions de FCFA à fin décembre 2007 à 177.015 millions de FCFA à fin décembre 2008, soit une progression de 4,7% (+7.958 millions de FCFA), atténuée par une hausse relative des engagements de 2,2% qui passent de 96.829 millions de FCFA à fin décembre 2007 à 98.945 millions de FCFA à fin décembre 2008.

Tableau n° 23 : Evolution des avoirs et des engagements extérieurs des Autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Avoirs	126 384	107 867	118 992	169 057	177 015
Engagements	84 300	101 240	100 651	96 829	98 945
Position extérieure nette	42 084	6 627	18 341	72 228	78 070

Source : BCEAO

II.2.3.3 – Avoirs Extérieurs Nets des institutions monétaires

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements d'un pays et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des Autres institutions monétaires.

Le tableau suivant donne l'évolution des variations des avoirs extérieurs nets entre 2004 et 2008.

**Tableau n° 24 : Evolution des variations des avoirs extérieurs nets des institutions
monétaires de 2004 à 2008**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
- Banques	+4 336	-35 457	+11 714	+53 887	+5 842
- Banque Centrale	-61 326	-68 252	+37 837	+134 194	-39 254
TOTAL	-56 990	-103 709	+49 551	+188 081	-33 412

Source : BCEAO

III – LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

Tout comme la balance des paiements, la Position Extérieure Globale (PEG) retrace l'évolution des comptes extérieurs d'un pays. Toutefois, au contraire de la balance des paiements qui retrace les variations d'avoirs et engagements extérieurs au cours d'une période annuelle, la PEG recense les stocks d'avoirs et d'engagements à une date donnée et généralement au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les créances des résidents sur l'extérieur, leurs engagements à l'égard des non-résidents, l'or monétaire ainsi que les DTS détenus par le pays.

A fin décembre 2008, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 743.595 millions de FCFA, contre -715.999 millions de FCFA à fin décembre 2007, soit une dégradation de 3,9% provenant d'une baisse des avoirs de 9,0% (-64.210 millions de FCFA), malgré celle des engagements de 2,6% (-36.614 millions de FCFA).

Tableau n° 25 : Position Extérieure Globale du Burkina Faso en 2007 et 2008

(en millions de FCFA)

INTITULE	2007	2008
<u>Avoirs</u>	713 096	648 886
Investissements directs à l'étranger	4 386	1 829
Investissements de portefeuille	45 031	79 979
Titres de participation	4 562	2 213
Titres de créances	40 469	77 766
Autres investissements	206 707	127 739
Crédits commerciaux	44 544	32 860
Prêts	23 099	20 714
Monnaies fiduciaires et dépôts	61 212	46 704
Avoirs de réserve	456 972	439 339
Position de réserve FMI	3 577	7 529
DTS	53	36
Dépôts et monnaies étrangères	453 342	431 774
<u>Engagements</u>	1 429 095	1 392 481
Investissements directs dans l'économie	249 295	153 444
Investissements de portefeuille	24 345	4 498
Autres investissements	1 155 455	1 234 539
Prêts	755 727	924 008
Monnaie fiduciaire et dépôts	100 905	104 051
Crédits commerciaux	128 919	78 733
Autres engagements	169 904	127 747
Position Extérieure Globale	-715 999	-743 595

Source : BCEAO

III.1 – LES AVOIRS

L'ensemble des avoirs extérieurs du Burkina Faso s'élevait à 648.886 millions de FCFA à fin 2008 contre 713.096 millions de FCFA à fin 2007, soit une baisse de 9,0% provenant d'un recul plus important des investissements directs, des autres investissements et des avoirs de réserve, les investissements de portefeuille ayant au contraire progressé.

III.1.1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER

Les investissements directs à l'étranger correspondent au stock des participations des agents économiques résidents dans les entreprises non-résidentes, pour lesquelles les montants des participations par société représentent au moins 10,0% du capital social.

A fin décembre 2008, les investissements directs à l'étranger s'élevaient à 1.829 millions de FCFA contre 4.386 millions de FCFA à fin 2007, soit une régression de 58,3%.

III.1.2 – LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations des agents économiques résidents correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises étrangères ainsi que les opérations sur titres de créances détenus sur l'extérieur.

Les investissements de portefeuille à fin décembre 2008 se sont situés à 79.979 millions de FCFA contre 45.031 millions de FCFA une année plus tôt, soit une augmentation de 34.948 millions de FCFA, due exclusivement à la hausse des titres de créances détenus sur l'extérieur (+37.297 millions de FCFA), les titres de participation détenus sur l'extérieur ayant au contraire baissé (-2.349 millions de FCFA).

III.1.3 – LES AUTRES INVESTISSEMENTS

La principale composante des autres investissements est constituée des dépôts des banques auprès de leurs correspondants étrangers et des monnaies étrangères qu'elles détiennent dans leurs caisses. A fin décembre 2008, les avoirs au titre des autres investissements sont ressortis à 127.739 millions de FCFA contre 206.707 millions de FCFA en 2007, à la suite d'une baisse des dépôts et monnaies fiduciaires (-14.508 millions de FCFA), des crédits commerciaux (-11.684 millions de FCFA) et des prêts (-2.385 millions de FCFA).

III.1.4 – LES AVOIRS DE RESERVE

Les postes qui composent les avoirs de réserve sont la position de réserve au FMI, les DTS détenus, les dépôts et monnaies étrangères détenus par la Banque Centrale.

A fin décembre 2008, les avoirs de réserve ou réserves officielles de change ont atteint 439.339 millions de FCFA contre 456.972 millions de FCFA à fin 2007, soit une baisse de 3,9%. Sur cette base, les avoirs de réserve intrinsèques du Burkina Faso représentent plus de cinq (05) mois⁵ d'importations douanières CAF, contre sept (07) mois en 2007, quatre (04) mois en 2006 et 2005 et huit (08) mois en 2004.

III.2 – LES ENGAGEMENTS

A fin décembre 2008, les engagements extérieurs du Burkina Faso se sont élevés à 1.392.481 millions de FCFA contre 1.429.095 millions de FCFA à fin 2007, soit une baisse de 2,6%, imputable aux investissements directs et aux investissements de portefeuille, les autres investissements ayant au contraire augmenté.

III.2.1 – INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS L'ECONOMIE

Les investissements directs dans l'économie correspondent au stock des participations étrangères dans les entreprises résidentes, pour lesquelles les montants des participations par entreprise représentent au moins 10,0% du capital social.

Ils se sont établis à 153.444 millions de FCFA à fin décembre 2008 contre 249.295 millions de FCFA à fin 2007, soit une baisse de 38,4%.

⁵ Ils représentent exactement 5,33 mois d'importations douanières.

III.2.2 - INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations étrangères correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises résidentes ainsi que les opérations sur titres de créances.

A fin décembre 2008, les investissements de portefeuille effectués par les non-résidents au Burkina Faso s'élevaient à 4.498 millions de FCFA contre 24.345 millions de FCFA à fin 2007 (-19.847 millions de FCFA).

III.2.3 - AUTRES INVESTISSEMENTS

Les autres investissements comprennent principalement l'encours de la dette extérieure publique et privée. Au 31 décembre 2008, le montant total des autres investissements était de 1.234.539 millions de FCFA, contre 1.155.455 millions de FCFA à fin 2006, soit une hausse de 6,8%.

IV – ANNEXES STATISTIQUES

Annexe 1 – Tableaux de concordance statistiques

Certaines transactions sont recensées ou éliminées en balance des paiements, alors qu'elles ont été respectivement reprises ou omises en statistiques monétaires. Il s'agit notamment des valeurs à l'encaissement et des comptes exigibles après encaissement. Compte tenu des retraitements liés à ces transactions et en prenant en compte les contreparties de réévaluation des comptes du FMI, il apparaît un écart entre les mouvements de capitaux monétaires recensés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets qui apparaît dans les publications du FMI.

Les deux tableaux ci-après donnent le rapprochement entre les statistiques monétaires classiques et celles retenues en balance des paiements.

Tableau n°1 : AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE EN 2008
(en millions de FCFA)

Avoirs	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 11)	437 200
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	-542
Autres ajustements	3 587
	440 245
Total Avoirs (balance des paiements)	
Engagements	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 16 C)	123 700
<i>dont dépôts à vue BIRD/AID</i>	633
Ajustements	+10 982
	135 315
Total des engagements (balance des paiements)	

Sources : BCEAO, Banque Mondiale

**Tableau n°2 : AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS
MONETAIRES EN 2008**

(en millions de FCFA)

Avoirs	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 21)	183 300
Valeurs à l'encaissement non disponibles (-)	-12 122
ajustements	+5 837
	177 015
Avoirs des autres institutions monétaires (balance des paiements)	
Engagements	
Statistiques monétaires (FMI, IFS LIGNES 26 C)	114 600
Comptes exigibles après encaissement (-)	-13 609
Ajustements	-2 046
	98 945
Engagements extérieurs des autres institutions monétaires (balance des paiements)	

Sources : BCEAO, FMI

ANNEXE 5 – Résultats des travaux d'estimation des échanges intra-communautaires pour l'année 2008 par la Cellule sous régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

Tableau 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2008 à partir des statistiques officielles
(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		5 106,8	11 333,7	6,1	28 277,7	6 022,0	11 950,8	6 312,8	69 010,0
	Burkina	9 793,2		13 509,8	5,4	14 566,4	10 952,6	2 424,8	1 522,1	52 774,3
	Côte d'Ivoire	56 649,5	185 171,6		6 412,2	148 658,5	31 601,5	89 363,5	92 939,7	610 796,5
	Guinée-Bissau	9,0		3,4				795,5	3,5	811,4
	Mali	6 567,4	8 294,9	20 087,6	0,7		2 234,6	43 672,9	2 573,0	83 431,0
	Niger	1 675,5	1 681,5	4 052,1		64,0		13,7	100,3	7 587,2
	Sénégal	6 983,2	5 449,6	26 239,4	26 717,0	225 993,9	4 700,9		11 010,4	307 094,4
	Togo	65 287,7	38 241,7	9 019,0	79,5	11 611,4	27 226,6	9 327,0		160 793,0
	UEMOA	146 965,4	243 946,1	84 245,1	33 220,8	429 171,9	82 738,2	157 548,2	114 462,0	1 292 297,8

Tableau 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2008
(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 792,8	10 136,0	0,0	11 530,2	42 113,7	10 543,1	23 630,8	102 746,5
	Burkina	2 604,9		12 774,3	57,3	3 695,7	3 053,8	2 027,7	3 454,7	27 668,4
	Côte d'Ivoire	3 297,7	5 797,5		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 095,2
	Guinée-Bissau							9 170,5		9 170,5
	Mali	16 753,3	2 866,1	1 491,6	1 106,9		5 995,7	0,0	10 185,1	38 398,6
	Niger	15 403,5	1 701,8	235,6	0,0	1 849,0		1 755,1	10 365,9	31 311,0
	Sénégal	5 727,4	57,2	0,0	2 704,4	0,0	0,0		1 449,1	9 938,1
	Togo	0,0	5 397,6	3 707,5	0,0	10 538,0	0,0	0,0		19 643,1
	UEMOA	43 786,9	20 613,0	28 344,9	3 868,6	27 612,9	51 163,2	23 496,5	49 085,6	247 971,4

Tableau 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2008
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		9 899,6	21 469,6	6,1	39 807,9	48 135,7	22 493,9	29 943,6	171 756,5
	Burkina	12 398,1		26 284,1	62,7	18 262,1	14 006,4	4 452,5	4 976,8	80 442,7
	Côte d'Ivoire	59 947,2	190 969,1		6 412,2	148 658,5	31 601,5	89 363,5	92 939,7	619 891,7
	Guinée-Bissau	9,0	0,0	3,4		0,0	0,0	9 966,0	3,5	9 981,9
	Mali	23 320,6	11 161,0	21 579,2	1 107,6		8 230,2	43 672,9	12 758,2	121 829,6
	Niger	17 079,0	3 383,3	4 287,7	0,0	1 913,0		1 768,9	10 466,3	38 898,2
	Sénégal	12 710,6	5 506,8	26 239,4	29 421,4	225 993,9	4 700,9		12 459,5	317 032,5
	Togo	65 287,7	43 639,3	12 726,5	79,5	22 149,4	27 226,6	9 327,0		180 436,1
	UEMOA	190 752,3	264 559,1	112 590,0	37 089,5	456 784,8	133 901,4	181 044,7	163 547,5	1 540 269,3

Tableau 4 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2007
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		27 928,2	14 329,0	4,6	40 157,7	23 003,5	1 491,2	37 250,7	144 164,8
	Burkina	8 916,8		35 819,3	32,3	32 239,6	12 182,2	3 016,4	14 769,7	106 976,2
	Côte d'Ivoire	51 370,1	172 126,0		5 129,9	145 779,6	36 416,6	92 655,4	37 600,8	541 078,3
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	54,5		8,0	0,0	13 448,4	3,3	13 514,2
	Mali	1 131,1	7 794,7	30 532,7	334,9		4 898,8	28 771,9	2 119,4	75 583,5
	Niger	12 460,9	2 744,3	10 611,8	62,0	1 357,7		1 133,6	1 522,6	29 893,0
	Sénégal	7 111,5	12 074,7	32 547,2	40 506,8	186 428,4	7 503,9		10 393,3	296 565,8
	Togo	86 707,3	58 143,1	20 532,5	1 222,3	19 475,1	28 606,0	16 976,9		231 663,3
	UEMOA	167 697,7	280 811,0	144 427,1	47 292,8	425 446,1	112 610,9	157 493,8	103 659,7	1 439 439,1

Année 2008

Edité le 17/12/2009

C

BPT / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	632.112	1.063.408	-431.296
0 ...	.		
4 1 00	Biens	310.352	711.714	-401.362
4 1 10	.Marchandises générales	239.307	706.558	-467.251
4 1 50	.Biens importés ou exportés pour transfo	50	91	-41
4 1 51	. Biens transformés à l'étranger		91	-91
4 1 52	. Biens transformés dans l'économie	50		50
4 1 60	.Réparations de biens		797	-797
4 1 70	.Achats de biens dans les ports par les	788	4.268	-3.480
4 1 71	. Dans les ports maritimes			
4 1 72	. Dans les aéroports	788	4.268	-3.480
4 1 73	. Dans d'autres ports			
4 1 80	.Or non monétaire	70.207		70.207
4 1 81	. Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 82	. Détenu à d'autres fins	70.207		70.207
0 ...	.		
4 2 00	Services	59.215	270.787	-211.572
4 2 05	.Transports	9.418	149.040	-139.622
4 2 06	.Transports maritimes	16	109.479	-109.463
4 2 07	. Passagers			
4 2 08	. Fret		109.479	-109.479
4 2 09	. Autres	16		16
4 2 10	.Transports aériens	9.402	31.975	-22.573
4 2 11	. Passagers	8.953	19.155	-10.202
4 2 12	. Fret	220	10.712	-10.492
4 2 13	. Autres	229	2.108	-1.879
4 2 14	.Autres transports		7.586	-7.586
4 2 15	. Passagers		2.050	-2.050
4 2 16	. Fret		5.536	-5.536
4 2 17	. Autres			
4 2 36	.Voyages	27.915	28.071	-156
4 2 37	. Voyages à titre professionnel	15.755	17.219	-1.464
4 2 38	. Travailleurs saisonniers et frontal			
4 2 39	. Autres	15.755	17.219	-1.464
4 2 40	. Voyages à titre personnel	12.160	10.852	1.308
4 2 41	. Pour raisons de santé	37	1.394	-1.357
4 2 42	. A but éducatif	37	563	-526
4 2 43	. A d'autres fins	12.086	8.895	3.191
4 2 45	.Services de communication	6.226	4.819	1.407
4 2 49	. Services de bâtiment et travaux public		3.650	-3.650
4 2 53	.Services d'assurances	202	41.383	-41.181
4 2 54	. Compagnies d'assurance vie et caisses			
4 2 55	. Assurance du fret		36.054	-36.054
4 2 56	. Autres assurances directes	103	1.517	-1.414

Année 2008

Edité le 17/12/2009

C

BPT / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 2 57	. Réassurance		3.812	-3.812
4 2 58	. Services auxiliaires	99		99
4 2 60	.Services financiers	803	1.553	-750
4 2 62	.Services d'informatique et d'informatio	9	5.189	-5.180
4 2 66	.Redevances et droits de licence	17	83	-66
4 2 68	.Autres services aux entreprises	8.399	27.227	-18.828
4 2 69	. Négoce international et autres servic	2.737	120	2.617
4 2 70	. Négoce international	2.737	35	2.702
4 2 71	. Autres		85	-85
4 2 72	. Location-exploitation		431	-431
4 2 73	. Divers services aux entreprises, spéc	5.662	26.676	-21.014
4 2 74	. Services juridiques, de compta., co			
4 2 75	. Services juridiques			
4 2 76	. Comptabilité, vérifi. des cptes, te			
4 2 77	. Conseil en gestion des entreprises			
4 2 78	. Publicité, études de marché et sondag	145	459	-314
4 2 79	. Recherche et développement	29	118	-89
4 2 80	. Architecture, ingénierie et autres se			
4 2 81	. Services agricoles, miniers et traite			
4 2 82	. Traitement des déchets et dépolluti			
4 2 83	. Autres			
4 2 84	. Autres services		18.878	-18.878
4 2 85	. Services entre entreprises apparentée			
4 2 87	. Services personnels,culturels et rela	1.153	2.442	-1.289
4 2 88	. Services audiovisuels et connexes			
4 2 89	. Autres			
4 2 91	.Services fournis ou reçus par les admin	5.073	7.330	-2.257
4 2 92	. Ambassades et consulats	4.587	6.076	-1.489
4 2 93	. Unités et organismes militaires			
4 2 94	. Autres	486	1.254	-768
0 ...	.		
4 3 00	Revenus	38.196	39.836	-1.640
4 3 10	.Rémunération des salariés	6.422	7.002	-580
4 3 20	.Revenus des investissements	31.774	32.834	-1.060
4 3 30	. Investissements directs	21.983	17.090	4.893
4 3 31	. Revenus des titres de participati	21.983	15.370	6.613
4 3 32	. Dividendes et bénéfices distrib	103	1.458	-1.355
4 3 33	. Bénéfices réinvestis	21.880	13.912	7.968
4 3 34	. Revenus des titres de créance		1.720	-1.720
4 3 39	. Investissements de portefeuille	2.229	3.492	-1.263
4 3 40	. Revenu des titres de participatio	394	801	-407
4 3 41	. Autorités monétaires			
4 3 42	. Administrations publiques			
4 3 43	. Banques	244	382	-138

Année 2008

Edité le 17/12/2009

C

BPT / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 3 44	. Autres secteurs	150	419	-269
4 3 49	. Revenus des titres de créance	1.835	2.691	-856
4 3 50	. Obligations et autres titres d'	1.281	2.691	-1.410
4 3 51	. Autorités monétaires			
4 3 52	. Administrations publiques			
4 3 53	. Banques	1.055	500	555
4 3 54	. Autres secteurs	226	2.191	-1.965
4 3 60	. Instruments du marché monétaire	554		554
4 3 61	. Autorités monétaires			
4 3 62	. Administrations publiques			
4 3 63	. Banques	554		554
4 3 64	. Autres secteurs			
4 3 70	. Autres investissements	7.562	12.252	-4.690
4 3 71	. Autorités monétaires	4.137	105	4.032
4 3 72	. Administrations publiques		8.362	-8.362
4 3 73	. Banques	3.151	1.287	1.864
4 3 74	. Autres secteurs	274	2.498	-2.224
0 ...	.		
4 3 79	Transferts courants	224.349	41.071	183.278
4 3 80	.Administrations publiques	127.570	1.311	126.259
4 3 90	.Autres secteurs	96.779	39.760	57.019
4 3 91	. Envois de fonds des travailleurs	38.063	37.605	458
4 3 92	. Autres transferts	58.716	2.155	56.561
0 ...	.		
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financ	780.927	351.134	429.793
0 ...	.		
4 9 94	Compte de capital	85.907	436	85.471
4 4 00	.Transferts de capital	85.892		85.892
4 4 01	. Administrations publiques	58.686		58.686
4 4 02	. Remises de dettes			
4 4 10	. Autres	58.686		58.686
4 4 30	. Autres secteurs	27.206		27.206
4 4 31	. Transferts des migrants			
4 4 32	. Remises de dettes			
4 4 40	. Autres transferts	27.206		27.206
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non	15	436	-421
0 ...	.		
4 9 95	Compte d'opérations financières	695.020	350.698	344.322
0 ...	.		
4 5 00	Investissements directs	126.991	79.521	47.470
4 5 05	.De l'économie à l'étranger	2.455	2.350	105
4 5 06	. Capital social et bénéfiques réinves	2.311	1.510	801
4 5 10	. Capital social	2.311	1.510	801
4 5 25	. Bénéfiques réinvestis			

Année 2008

Edité le 17/12/2009

C

BPT / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 5 30	. Autres transactions	144	840	-696
4 5 35	. Créances sur les entreprises appa	94	49	45
4 5 40	. Engagements envers les entreprise	50	791	-741
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	124.536	77.171	47.365
4 5 56	. Capital social et bénéfices réinves	74.037	29.812	44.225
4 5 60	. Capital social	59.155	7.932	51.223
4 5 75	. Bénéfices réinvestis	14.882	21.880	-6.998
4 5 80	. Autres transactions	50.499	47.359	3.140
4 5 85	. Créances sur les investisseurs di		2	-2
4 5 90	. Engagements envers les investisse	50.499	47.357	3.142
0 ...	.		
4 6 00	Investissements de portefeuille	33.955	64.760	-30.805
0 ...	.		
4 6 02	. Avoirs	10.593	38.914	-28.321
4 6 10	. Titres de participation	2.771	82	2.689
4 6 11	. Autorités monétaires			
4 6 12	. Administrations publiques			
4 6 13	. Banques		82	-82
4 6 14	. Autres secteurs	2.771		2.771
4 6 19	. Titres de créances	7.822	38.832	-31.010
4 6 20	. Obligations et autres tittres d'e	6.453	27.883	-21.430
4 6 21	. Autorités monétaires			
4 6 22	. Administrations publiques	925		925
4 6 23	. Banques	4.246	27.583	-23.337
4 6 24	. Autres secteurs	1.282	300	982
4 6 30	. Instruments du marché monétaire	960	8.256	-7.296
4 6 31	. Autorités monétaires			
4 6 32	. Administrations publiques			
4 6 33	. Banques		5.750	-5.750
4 6 34	. Autres secteurs	960	2.506	-1.546
4 6 40	. Dérivés financiers	409	2.693	-2.284
4 6 41	. Autorités monétaires			
4 6 42	. Administrations publiques			
4 6 43	. Banques			
4 6 44	. Autres secteurs	409	2.693	-2.284
0 ...	.		
4 6 52	. Engagements	23.362	25.846	-2.484
4 6 60	. Titres de participation	477	1.506	-1.029
4 6 63	. Banques	336	11	325
4 6 64	. Autres secteurs	141	1.495	-1.354
4 6 69	. Titres d'engagement	22.885	24.340	-1.455
4 6 70	. Obligations et autres titres d'em	22.885	20.702	2.183
4 6 71	. Autorités monétaires			
4 6 72	. Administrations publiques			

Année 2008

Edité le 17/12/2009

C

BPT / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 6 73	. Banques		2.400	-2.400
4 6 74	. Autres secteurs	22.885	18.302	4.583
4 6 80	. Instruments du marché monétaire		3.638	-3.638
4 6 81	. Autorités monétaires			
4 6 82	. Administrations publiques			
4 6 83	. Banques		3.638	-3.638
4 6 84	. Autres secteurs			
4 6 90	. Dérivés financiers			
4 6 91	. Autorités monétaires			
4 6 92	. Administrations publiques			
4 6 93	. Banques			
4 6 94	. Autres secteurs			
0 ...	.		
4 7 00	Autres investissements	511.584	201.788	309.796
0 ...	.		
4 7 03	. Avoirs	188.152	15.428	172.724
4 7 06	. Crédits commerciaux	9.630	1.707	7.923
4 7 07	. Administrations publiques			
4 7 08	. Long terme			
4 7 09	. Court terme			
4 7 10	. Autres secteurs	9.630	1.707	7.923
4 7 11	. Long terme			
4 7 12	. Court terme			
4 7 14	. Prêts	10.586	8.201	2.385
4 7 15	. Autorités monétaires			
4 7 17	. Long terme			
4 7 18	. Court terme			
4 7 19	. Administrations publiques			
4 7 20	. Long terme			
4 7 21	. Court terme			
4 7 22	. Banques	10.586	8.191	2.395
4 7 23	. Long terme	5.613	7.484	-1.871
4 7 24	. Court terme	4.973	707	4.266
4 7 25	. Autres secteurs		10	-10
4 7 26	. Long terme			
4 7 27	. Court terme			
4 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	117.948	5.051	112.897
4 7 31	. Autorités monétaires			
4 7 32	. Administrations publiques	27	381	-354
4 7 33	. Banques	17.916		17.916
4 7 34	. Autres secteurs	100.005	4.670	95.335
4 7 36	. Autres avoirs	49.988	469	49.519
4 7 37	. Autorités monétaires			
4 7 38	. Long terme			

Année 2008

Edité le 17/12/2009

C

BPT / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 39	. Court terme			
4 7 40	. Administrations publiques		422	-422
4 7 41	. Long terme			
4 7 42	. Court terme			
4 7 43	. Banques	935	35	900
4 7 44	. Long terme			
4 7 45	. Court terme	935	35	900
4 7 46	. Autres secteurs	49.053	12	49.041
4 7 47	. Long terme			
4 7 48	. Court terme			
0 ...	.		
4 7 53	. Engagements	323.432	186.360	137.072
4 7 56	. Crédits commerciaux	11.952	59.242	-47.290
4 7 57	. Administrations publiques			
4 7 58	. Long terme			
4 7 59	. Court terme			
4 7 60	. Autres secteurs	11.952	59.242	-47.290
4 7 61	. Long terme			
4 7 62	. Court terme			
4 7 64	. Prêts	155.430	43.999	111.431
4 7 65	. Autorités monétaires	8.895	770	8.125
4 7 66	. Utilisation des crédits et prêt	8.895	770	8.125
4 7 67	. Autres prêts à long terme			
4 7 68	. Prêts à court terme			
4 7 69	. Administrations publiques	115.300	12.979	102.321
4 7 70	. Long terme	115.300	12.979	102.321
4 7 71	. Court terme			
4 7 72	. Banques	702	10.034	-9.332
4 7 73	. Long terme		9.996	-9.996
4 7 74	. Court terme	702	38	664
4 7 75	. Autres secteurs	30.533	20.216	10.317
4 7 76	. Long terme	612	3.313	-2.701
4 7 77	. Court terme	3.000		3.000
4 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	18.666	2.934	15.732
4 7 81	. Autorités monétaires	833	2.248	-1.415
4 7 83	. Banques	17.833	686	17.147
4 7 86	. Autres engagements	137.384	80.185	57.199
4 7 87	. Autorités monétaires	14.683		14.683
4 7 88	. Long terme			
4 7 89	. Court terme			
4 7 90	. Administrations publiques			
4 7 91	. Long terme			
4 7 92	. Court terme			
4 7 93	. Banques	14		14

Année 2008

Edité le 17/12/2009

C

BPT / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 9 4	. Long terme			
4 7 9 5	. Court terme	14		14
4 7 9 6	. Autres secteurs	122.687	80.185	42.502
4 7 9 7	. Long terme			
4 7 9 8	. Court terme			
0 . . .	.		
4 8 0 0	Avoirs de réserve	22.490	4.629	17.861
4 8 1 0	. Or monétaire			
4 8 2 0	. DTS	18		18
4 8 3 0	. Position de réserve au FMI	227	3.952	-3.725
4 8 4 0	. Avoirs en devises	22.245	677	21.568
4 8 4 5	. Monnaie fiduciaire et dépôts	22.245	677	21.568
4 8 5 0	. Auprès des autorités monétaires			
4 8 5 5	. Auprès des banques			
4 8 6 0	. Titres			
4 8 6 5	. Titres de participation			
4 8 7 0	. Obligations et autres titres d'em			
4 8 7 5	. Instruments du marché monétaire e			
4 8 8 0	. Autres créances			
0 . . .	.		
4 9 9 8	Erreurs et omissions nettes	1.503		1.503

Année 2008

Edité le 17/12/2009

C

PEG / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 9 88	AVOIRS	648.886		648.886
8 5 05	Investissements directs à l'étranger	1.829		1.829
8 5 06	. Capital social et bénéfiques réinves	5.925		5.925
8 5 30	. Autres capitaux	-4.096		-4.096
8 6 02	Investissements de portefeuille	79.979		79.979
8 6 10	. Titres de participation	2.213		2.213
8 6 13	. dont : banques	1.554		1.554
8 6 19	. Titres de créances	77.766		77.766
8 6 20	. Obligations et autres titres d'emprun	49.702		49.702
8 6 23	. dont : banques	46.429		46.429
8 6 30	. Instruments du marché monétaire	25.371		25.371
8 6 33	. dont : banques	23.141		23.141
8 6 40	. Dérivés financiers	2.693		2.693
8 6 43	. dont : banques			
8 7 03	Autres investissements	127.739		127.739
8 7 06	. Crédits commerciaux	32.860		32.860
8 7 14	. Prêts	20.714		20.714
8 7 15	. Autorités monétaires			
8 7 19	. Administrations publiques			
8 7 22	. Banques	20.704		20.704
8 7 23	. Long terme	14.177		14.177
8 7 24	. Court terme	6.527		6.527
8 7 25	. Autres secteurs	10		10
8 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	46.704		46.704
8 7 31	. Autorités monétaires			
8 7 32	. Administrations publiques	2.704		2.704
8 7 33	. Banques	40.764		40.764
8 7 34	. Autres secteurs	3.236		3.236
8 7 36	. Autres avoirs	27.461		27.461
8 7 37	. Autorités monétaires			
8 7 40	. Administrations publiques	2.134		2.134
8 7 43	. Banques	88		88
8 7 44	. Long terme			
8 7 45	. Court terme	88		88
8 7 46	. Autres secteurs	25.239		25.239
8 8 00	Avoirs de réserve	439.339		439.339
8 8 10	. Or monétaire			
8 8 20	. DTS	36		36
8 8 30	. Position de réserve au FMI	7.529		7.529
8 8 40	. Monnaies étrangères	431.774		431.774
8 8 80	. Autres créances			
0 . . .	.		
8 8 89	ENGAGEMENTS	1.392.481		1.392.481
8 5 55	Investissements directs dans l'économie	153.444		153.444

Année 2008

Edité le 17/12/2009

C

PEG / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 5 56	. Capital social et bénéfices réinves	97.338		97.338
8 5 80	. Autres capitaux	56.106		56.106
8 6 52	Investissements de portefeuille: engagem	4.498		4.498
8 6 60	. Titres de participation	3.398		3.398
8 6 63	. Banques	1.113		1.113
8 6 64	. Autres secteurs	2.285		2.285
8 6 69	. Titres d'engagement	1.100		1.100
8 6 70	. Obligations et autres titres d'emprun	1.100		1.100
8 6 71	. Autorités monétaires			
8 6 72	. Administrations publiques			
8 6 73	. Banques	1.100		1.100
8 6 74	. Autres secteurs			
8 6 80	. Instruments du marché monétaire			
8 6 83	. Banques			
8 6 90	. Dérivés financiers			
8 6 93	. Banques			
8 7 53	. Autres investissements : engagements	1.234.539		1.234.539
8 7 56	. Crédits commerciaux	78.733		78.733
8 7 64	. Prêts	924.008		924.008
8 7 65	. Autorités monétaires	25.597		25.597
8 7 66	. Utilisation des crédits et prêts du	25.597		25.597
8 7 67	. Autres prêts à long terme			
8 7 68	. Prêts à court terme			
8 7 69	. Administrations publiques	820.286		820.286
8 7 70	. Long terme	820.286		820.286
8 7 71	. Court terme			
8 7 72	. Banques	11.441		11.441
8 7 73	. Long terme	-7.467		-7.467
8 7 74	. Court terme	18.908		18.908
8 7 75	. Autres secteurs	66.684		66.684
8 7 76	. Long terme			
8 7 77	. Court terme			
8 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	104.051		104.051
8 7 81	. Autorités monétaires	2.903		2.903
8 7 83	. Banques	101.148		101.148
8 7 86	. Autres engagements	127.747		127.747
8 7 87	. Autorités monétaires	89.410		89.410
8 7 90	. Administrations publiques			
8 7 93	. Banques			
8 7 96	. Autres secteurs	38.337		38.337
8 9 89	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-743.595		-743.595



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int